



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements



REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2024

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1. Balance des biens.....	13
1.2. Balance des services.....	23
1.3. Compte de revenu primaire.....	26
1.4. Compte de revenu secondaire.....	27
2. COMPTE DE CAPITAL.....	29
3. COMPTE FINANCIER.....	31
3.1. Investissements directs.....	31
3.2. Investissements de portefeuille.....	32
3.3. Autres investissements.....	33
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	34
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	34
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	35
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	35
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	36
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	37
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	37
6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE.....	38
6.1. Encours de la dette extérieure brute totale.....	38
6.2. Composition de la dette extérieure brute totale.....	39
CONCLUSION.....	41
ANNEXES.....	43
Annexe 1 : Balance des Paiements 2024 (optique BCEAO).....	44
Annexe 2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (Présentation standard).....	46
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2024.....	57
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	62
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2024.....	64
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2024.....	67
Annexe 7 : Evolution des importations en 2024.....	70
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2024.....	72
Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin.....	73

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	7
Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux.....	15
Encadré 3 : Mesures mises en œuvre par la BCEAO pour assurer le rapatriement par les sociétés de l'intégralité des recettes d'exportation.....	20
Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	25
Encadré 5 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs.....	42

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2014 et 2024.....	11
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2014 et 2024.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2014 et 2024.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2023 et 2024.....	16
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs	17
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2016 et 2024.....	18
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2023 et 2024.....	19
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2023 et 2024.....	21
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2023 et 2024.....	22
Graphique 10 : Evolution du solde du compte de capital de 2020 à 2024.....	30
Graphique 11 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2014 à 2024.....	32
Graphique 12 : Ventilation géographique de la PEG en 2024.....	37
Graphique 13 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale.....	40

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	9
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	14
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024.....	14
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2020 à 2024.....	21
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes.....	24
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2020 à 2024.....	24
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2020 à 2024.....	25
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2020 à 2024.....	26
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes	26
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes ...	27
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes.....	27
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2020 à 2024.....	29
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2020 à 2024.....	31
Tableau 15 : Evolution du passif net des investissements de portefeuille.....	33
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO de 2020 à 2024.....	34
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	35
Tableau 18 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	35
Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	36
Tableau 20 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin.....	38

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAGD	: Caisse Autonome de Gestion de la Dette
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStaD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Les comptes extérieurs de l'année 2024 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la dix-neuvième réunion s'est tenue par téléconférence via Google Meet les 23 et 25 septembre 2025.

Enfin, il convient de rappeler que les comptes extérieurs sont en conformité avec les résultats du rebasage des comptes nationaux, réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (Cf. encadré 2).

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2024, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et l'assouplissement des politiques monétaires des banques centrales, notamment dans les économies avancées. Les prix internationaux des produits de base se sont repliés et l'inflation a décéléré. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance économique estimé à 7,5% contre 6,4% en 2023 grâce à la production agricole et aux performances enregistrées dans les industries manufacturières, le BTP et le commerce. Le solde global de la balance des paiements du Bénin, résultant du contexte international et des évolutions au plan interne, a affiché un déficit de 245.701,6 millions¹ en 2024.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est atténué en ressortant à 806.523,6 millions en 2024, contre 975.830,9 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'atténuation du déficit commercial et une amélioration des entrées nettes de ressources au titre des revenus secondaires, conjugués à l'aggravation du déficit de la balance du revenu primaire et un recul des transferts nets de capital reçus.

En effet, le déficit commercial a diminué de 56,6% (-205.569,0 millions), en raison d'une baisse des importations (-7,9%) plus prononcée que celle des exportations (-0,7%).

Le déficit des services nets s'est légèrement creusé (+37.576,4 millions, soit 5,7%) par rapport à 2023 pour se situer à 697.674,6 millions, en liaison avec la hausse des importations de « services spécialisés et services de conseil en gestion », de travaux de construction et de services financiers. Cette évolution est en relation avec les besoins de l'économie liés aux différents projets en cours d'exécution.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est accentué de 17.605,1 millions pour se situer à 127.115,6 millions en 2024, consécutivement à l'accroissement des paiements d'intérêts sur la dette extérieure (+3,7%), conjugué à la hausse des versements de dividendes aux investisseurs étrangers (+60,5%).

Au niveau du compte du revenu secondaire, l'excédent s'est inscrit en amélioration, ressortant à 175.955,2 millions en 2024 contre 157.035,4 millions une année plus tôt, en liaison essentiellement avec la dynamique des entrées au titre des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants.

L'excédent du compte de capital est ressorti à 93.428,5 millions, en retrait de 21,8% par rapport à 2023, en raison essentiellement d'un repli des dons-projets reçus (-44,5%) par les Administrations Publiques dans un contexte international difficile.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 713.095,1 millions partiellement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 465.277,8 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif net de 5.930.099,9 millions contre 5.248.433,6 millions au 31 décembre 2023. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à +2.476,0 millions, imputables essentiellement aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

Ces différentes évolutions sont retracées dans le tableau de synthèse ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions)

Libellé du poste	2020	2021	2022	2023	2024
Compte des transactions courantes	-157 337,6	-407 447,7	-617 309,0	-975 830,9	-806 523,6
Biens et services	-250 233,9	-428 006,5	-638 156,6	-1 023 355,7	-855 363,2
Biens	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6	-157 688,6
Marchandises générales, base balance des paiements	-98 208,0	-204 079,7	-399 466,6	-366 801,6	-163 785,5
<i>dont : Réexportations</i>	739 114,7	925 072,0	1 166 601,0	1 206 642,4	1 089 694,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	59,7	56,0	0,0	-634,1
Or non monétaire	8 481,0	8 586,0	2 812,0	3 544,0	6 731,0
Services	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-660 098,2	-697 674,6
Transport	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1	-278 431,5
<i>dont fret</i>	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1	-269 481,1
Voyages	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9	125 716,2
Autres services	-92 426,4	-100 920,5	-60 198,1	-476 304,0	-544 959,4
Revenu primaire	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-109 510,5	-127 115,6
Rémunération des salariés	3 906,6	6 447,7	6 259,5	4 038,9	8 631,9
Revenus des investissements	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-171 349,6	-198 064,1
Autre revenu primaire	26 165,0	35 587,2	45 831,0	57 800,2	62 316,6
Revenu secondaire	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4	175 955,2
Administrations publiques	107 607,8	48 668,3	-1 390,4	8 188,3	-2 254,5
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	54 986,7	76 880,8	100 351,8	148 847,1	178 209,7
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	60 736,5	66 056,2	85 730,2	135 726,2	147 258,5
Compte de capital	100 503,0	143 841,2	112 567,3	119 526,8	93 428,5
Transferts de capital	100 541,9	146 682,4	115 257,3	152 407,3	98 371,0
Administration publique	64 015,9	102 751,7	71 592,3	115 186,3	63 920,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	36 526,0	43 930,7	43 665,0	37 221,0	34 451,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-38,9	-2 841,2	-2 690,0	-32 880,5	-4 942,5
Compte financier	-361 756,3	-860 665,3	-514 763,8	-448 669,3	-465 277,8
Investissement direct	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3	-260 831,4	-232 015,8
Investissements de portefeuille	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9	-52 640,1	-130 102,7
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-197 743,8	-188 809,4	-132 614,6	-135 197,8	-103 159,4
Erreurs et omissions nettes	2 016,2	2 848,0	2 686,3	2 320,7	2 115,7
Solde global	306 937,9	599 906,8	12 708,3	-405 314,0	-245 701,6
Réévaluations et autres flux non transactionnels	0,0	-2 444,5	-3 055,1	-11 798,6	-7 679,7
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-306 937,9	-597 462,3	-9 653,2	417 112,5	253 381,3
Banque centrale	53 851,6	116 166,7	315 686,8	392 054,5	53 974,3
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-360 789,5	-713 629,0	-325 340,0	25,058,0	199,407,0

Source : BCEAO (Octobre 2025)

INTRODUCTION

L'année 2024 a été marquée par la consolidation de l'activité économique au niveau mondial dans un contexte de persistance des tensions géopolitiques, après quatre années de succession de chocs d'une ampleur exceptionnelle (pandémie de covid-19, perturbations logistiques, guerre en Ukraine, tensions géopolitiques). La consolidation observée s'est accompagnée d'un repli des prix internationaux des produits de base et de la décélération de l'inflation, ainsi qu'une recomposition des chaînes d'approvisionnement. Ceci notamment grâce à l'assouplissement des politiques monétaires des banques centrales qui a contribué à l'amélioration des conditions financières et soutenu le niveau de la demande. Selon le Fonds Monétaire International (FMI, octobre 2025), la croissance économique mondiale est restée stable à 3,3%, mais avec des performances contrastées entre pays et régions.

Dans les économies avancées, l'activité économique a crû de 1,8% contre 1,7% en 2023, alors que dans les pays émergents et en développement elle est restée relativement dynamique avec une progression de 4,3% après 4,4% enregistrée en 2023. Dans la zone Euro l'activité économique peine à accélérer (+0,9% en 2024 contre +0,4% en 2023), en lien avec la récession en Allemagne (-0,5%, après -0,3% en 2023), locomotive de l'économie européenne, alors qu'aux États-Unis (+2,8% en 2024 contre +2,9% en 2023) le rythme de la croissance demeure soutenu, nourrie par la demande intérieure de biens et services. Au Japon (+0,1% en 2024 contre +1,7% en 2023) l'activité a sensiblement décéléré.

Du côté des prix, grâce à la baisse des prix de l'énergie et à l'assouplissement de la politique de resserrement monétaire mise en place par les banques centrales pour enrayer la surchauffe post-Covid, l'inflation mondiale a poursuivi son recul en 2024 pour atteindre 5,9% contre 6,8% en 2023 et 8,7% deux années plus tôt. Toutefois, de fortes disparités sont à noter par région. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est affiché à 2,6% contre 4,6% en 2023 et dans les pays émergents et en développement, il est demeuré à son niveau de 2023 (8,3%).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a accéléré de 3,2% en 2023 à 3,6% en 2024, en lien avec l'atténuation des effets négatifs des chocs météorologiques antérieurs conjugué à la résolution des problèmes d'approvisionnement et à une hausse des investissements. Au Nigeria, principal partenaire des pays de l'UEMOA, la croissance du PIB réel rebondit pour se situer à 3,4% en 2024, contre 2,9% en 2023 grâce au dynamisme des services financiers et des télécommunications et une performance stable du secteur pétrolier. Le taux d'inflation s'est affiché à 33,2% en 2024 contre 24,7% en 2023, en lien avec la forte dépréciation du naira, la suppression des subventions aux carburants et l'impact négatif des inondations sur la production agricole.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique est demeurée robuste en 2024. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 6,2% après 5,3% en 2023, portée notamment par l'entrée en production de nouveaux champs pétroliers et gaziers et une campagne agricole meilleure que la précédente. Le taux d'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a maintenu sa tendance baissière entamée depuis 2022 en s'affichant à 3,5% en 2024 contre 3,7% l'année précédente, grâce à une offre satisfaisante de produits agricoles alimentaires locaux, combinée à la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers importés.

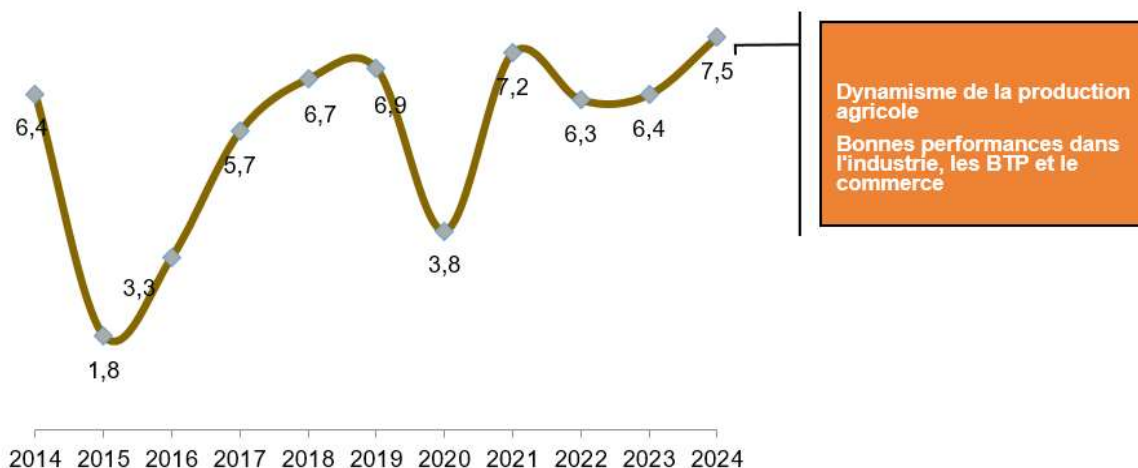
Au Bénin, le taux de croissance est ressorti à 7,5% en 2024 contre 6,4% en 2023. Cette évolution est imputable à une bonne campagne agricole conjuguée aux performances

enregistrées dans les industries manufacturières, les BTP et le commerce.

Le taux d'inflation au Bénin s'est affiché à 1,2% en 2024 contre 2,7% une année plus tôt, en lien avec une faible variation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et une inflation sous-jacente stable.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2014 et 2024

(en %)



Sources : INStaD et DGE [2025]

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une baisse du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 3,0% du PIB courant contre 4,1% en 2023, sous l'effet du renforcement de la mobilisation des recettes fiscales et d'une meilleure gestion des dépenses publiques en vue de réduire le déficit public en dessous de 3% du PIB à moyen terme.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 51.071,2 millions, qui s'est établie à 3.663.585,4 millions, soit une hausse de 1,4% par rapport aux réalisations de 2023. Elle s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 28.330,9 millions et de la circulation fiduciaire de 22.740,2 millions. Les créances sur l'économie ont progressé de 220.360,1 millions (8,6%), pour ressortir à 2.772.107,8 millions à fin décembre 2024. L'évolution des créances sur l'économie résulte essentiellement de la bonne orientation de la conjoncture économique. Les nouvelles mises en place de crédits ont bénéficié aux entreprises évoluant dans les secteurs du commerce, des activités de fabrication et des autres services.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un déficit de 245.701,6 millions au titre du solde global de la balance des paiements, à la suite du déficit de 405.314,0 millions enregistrés en 2023. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en six parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 6,2% du PIB en 2024 contre un déficit de 8,2% en 2023. Cette évolution du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est imputable essentiellement à la réduction du déficit de la balance des biens et services entre les deux années.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI, indiquent une atténuation de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 806.523,62 millions en 2024, contre 975.830,9 millions en 2023. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est réduit en ressortant à 6,2% du PIB en 2024, contre 8,2% du PIB en 2023.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions, sauf indication contraire)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	-250 233,9	-428 006,5	-638,157	-1 023 355,7	-855 363,2
Biens	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6	-157 688,6
Services	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-660 098,2	-697 674,6
Revenu primaire	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-109 510,5	-127 115,6
Revenu secondaire	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4	175 955,2
Solde du compte courant	-157 337,6	-407 447,7	-617 309,0	-975 830,9	-806 523,6
Solde du compte courant (hors dons)	-265 118,6	-456 333,5	-617 309,0	-984 138,4	-804 272,3
PIB Nominal	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2	13 025 901,5
Solde courant (en % PIB)	-1,7	-4,2	-5,7	-8,2	-6,2

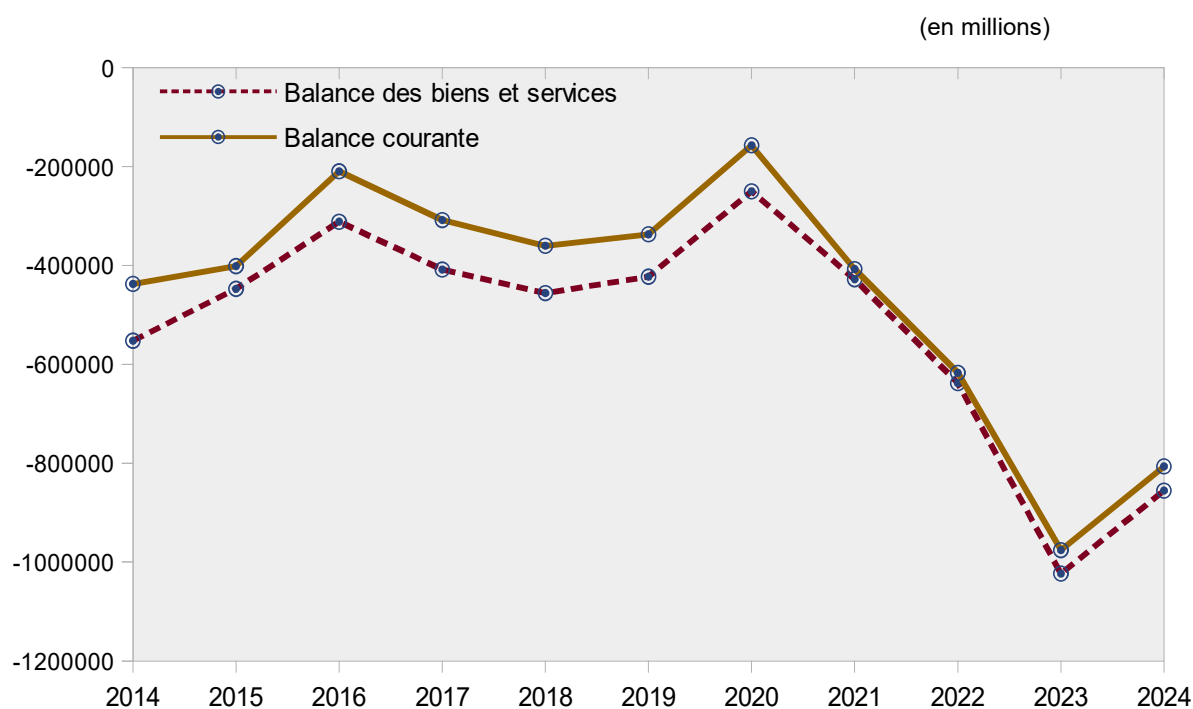
Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

Historiquement au Bénin, le solde des échanges de biens et de services porte l'essentiel de la dégradation des transactions courantes comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2024, la réduction du déficit des transactions courantes s'explique par une amélioration du déficit commercial (+56,6%) et par une progression des importations nettes de services (+5,7%) et des paiements nets de revenus primaires (+16,1%), notamment les revenus d'investissement (+15,1%).

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INStaD sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2014 et 2024

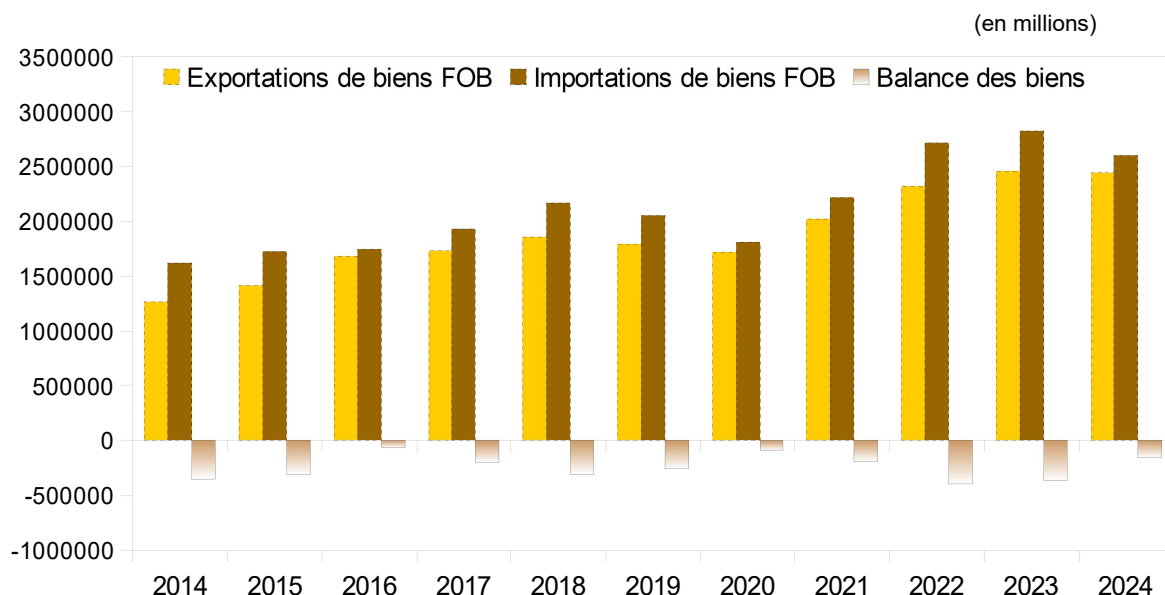


Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

1.1. Balance des biens

Le déficit de la balance commerciale a baissé de 56,6% en 2024 pour atteindre 157.688,6 millions de FCFA, soit 1,2% du PIB, après 363.257,6 millions en 2023.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2014 et 2024



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

La réduction du déficit commercial entre 2023 et 2024 résulte d'une baisse des importations (-223.015,8 millions) plus importante que celle des exportations (-17.446,8 millions). Les exportations sont passées de 2.457.043,8 millions en 2023 à 2.439.597,0 millions en 2024, soit une chute de 0,7%, sous l'impulsion notamment des baisses enregistrées sur les ventes de noix d'anacarde (-57,3%), de bois et ouvrages en bois (-30,2%) et de soja (-4,4%), en dépit des hausses enregistrées sur les ventes de produits du coton (+12,4%) et du palmier (+73,2). De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré, passant de 87,1% à 93,9% en 2024. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions, sauf indication contraire)					
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens FOB (1)	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2	2 457 043,8	2 439 597,0
Importations de biens FOB (2)	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3	2 597 285,6
Balance commerciale	-89 726,9	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6	-157 688,6
Balance commerciale (en % PIB)	-1,0	-2,0	-3,7	-3,0	-1,2
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	95,0	91,2	85,4	87,1	93,9
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / 2*PIB nominal (en %)	19,6	21,6	23,2	22,1	19,3
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	19,1	20,6	21,3	20,6	18,7
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	20,1	22,6	25,0	23,6	19,9

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2025)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2024 sont arrêtées à 2.439.597,0 millions contre 2.457.043,8 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, dont des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2020 à 2024

(en millions)					
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	1 712 003,3	2 011 295,2	2 313 789,2	2 453 499,8	2 433 500,1
<i>dont réexportations totales</i>	739 114,7	925 072,0	1 166 601,0	1 206 642,4	1 089 694,0
<i>réexportations officielles</i>	55 056,0	80 915,7	62 527,4	84 145,4	74 146,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	59,7	56,0	0,0	-634,1 ²
Or non monétaire	8 481,0	8 586,0	2 812,0	3 544,0	6 731,0
<i>dont réexportations</i>	8 481,0	8 586,0	2 812,0	3 544,0	6 731,0
Total exportations de biens	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2	2 457 043,8	2 440 231,1

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2025)

² Cette exportation nette négative résulte d'une perte enregistrée par un négociant en raison de commandes passées par des clients mais partiellement livrées après l'importation des biens par le négociant

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 1.089.694,0 millions en 2024 contre 1.206.642,4 millions en 2023, en baisse de 6,7%. La baisse des réexportations en 2024 est principalement portée par les expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria. A cet égard, il convient de rappeler que le Bénin réexporte vers le Nigeria les produits alimentaires, notamment le riz et les huiles végétales, les friperies et les véhicules d'occasion.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, et exportées vers les pays occidentaux. Le niveau des exportations d'or est ressorti à 6.731,0 millions en 2024 contre 3.544,0 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux

Le 03 juillet 2019, le Gouvernement a adopté en Conseil des ministres les résultats du rebasage des comptes nationaux du Bénin, réalisé conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008) par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD).

Les principales innovations apportées aux nouveaux comptes concernent :

- le choix de l'année 2015 comme année de base en remplacement de l'année 2007, en liaison avec l'existence de données du recensement de la population et des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des populations qui ont mis en exergue de profondes modifications dans les structures d'emploi et de consommation au Bénin ;
- la comptabilisation de la valeur ajoutée de certaines branches d'activité, comme l'agriculture, le commerce informel, le transport fluvial, la marge commerciale et de transport, l'assurance non-vie, la recherche-développement et les services financiers.

Les résultats indiquent au titre de l'année 2015 un produit intérieur brut (PIB) nominal évalué à 6.732,8 milliards de FCFA contre 4.926,4 milliards de FCFA issus de l'ancienne méthodologie SCN 1993. Cette nouvelle évaluation traduit une hausse du PIB de l'ordre de 36,7%.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Bénin ont été élaborés sur la base des nouvelles données des comptes nationaux et des modifications intervenues dans les statistiques monétaires.

Les principaux postes ayant connu des modifications dans les comptes extérieurs sont indiqués comme suit :

- le rebasage des comptes nationaux a entraîné une réévaluation des exportations de biens (crédit), des importations de biens (débit) et des services de fret (débit) qui a été équilibrée dans le compte financier par les numéraires et dépôts (crédit) au niveau du poste « Autres investissements ». Les corrections enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale ;
- les modifications des avoirs extérieurs nets ont été prises en compte dans le compte financier sur la ligne « autres avoirs de réserve » (pour la Banque Centrale) et « investissements de portefeuille » (pour les banques primaires). L'équilibre a été assuré au niveau des erreurs et omissions. Les modifications ainsi faites dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale.

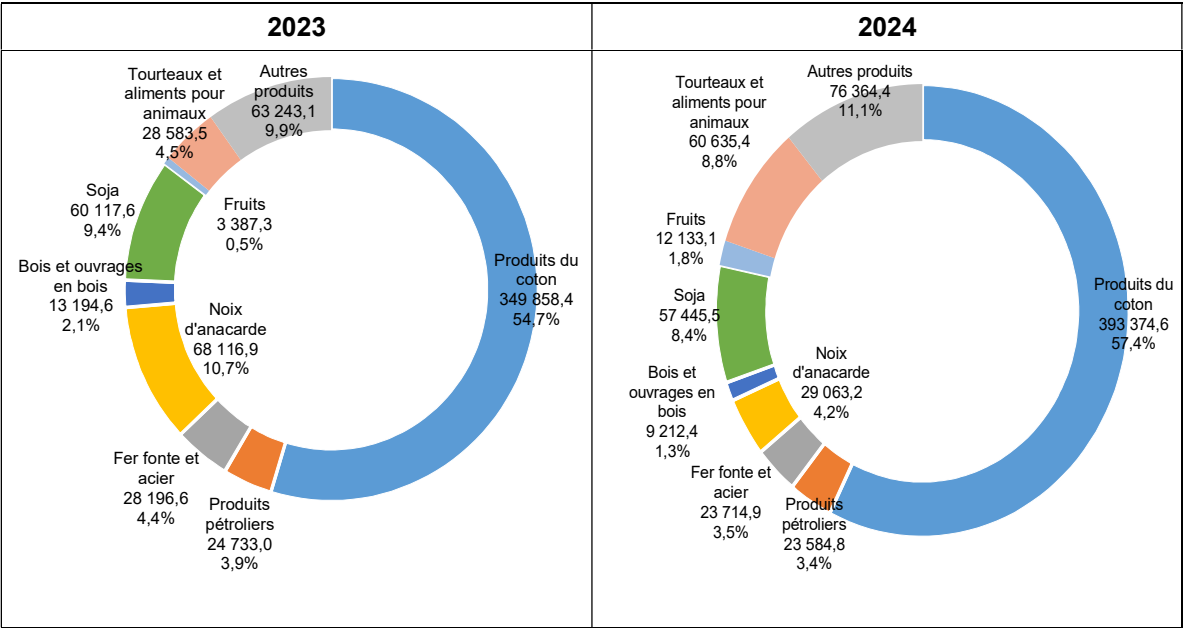
Sources : INStAD-BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent 57,4% des ventes à l'étranger, suivis des « tourteaux et résidus solides broyés des industries alimentaires, aliments préparés pour animaux », du soja et de la noix d'anacarde qui comptent respectivement pour 8,8%, 8,4%, et 4,2% des ventes de marchandises à l'étranger. Le Bénin exporte également le karité, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier (3,5%) se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2023 et 2024

(en millions, sauf indication contraire)



Source : INStAd (Octobre 2025)

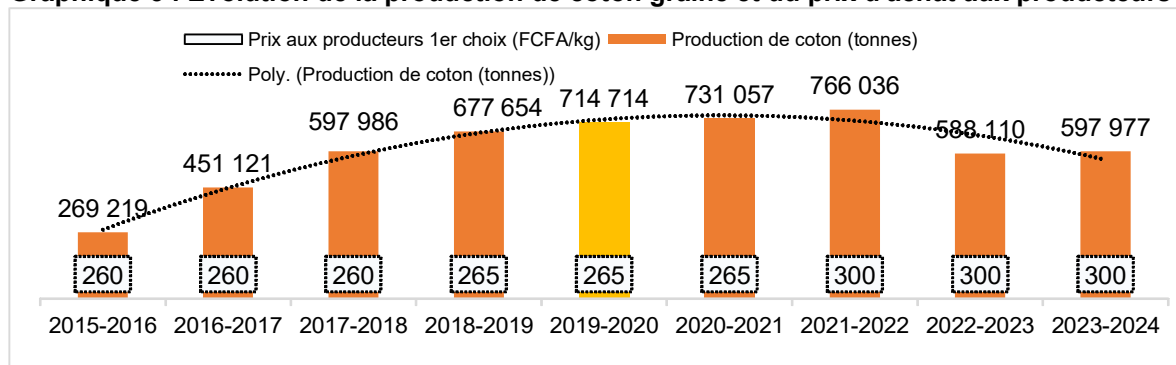
1.1.1.2.1. Le coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a crû de 10,1%, évoluant de 243.852,0 tonnes en 2023 à 268.559,1 tonnes en 2024, dans un contexte où la campagne cotonnière 2023-2024⁴ s'est soldée par une production de coton graine de 597.977 tonnes contre 588.110 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 1037,3 FCFA le kilogramme en 2024, contre 1114,2 FCFA le kilogramme en 2023 et 1492,5 FCFA en 2022. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 319.327,8 millions en 2024 contre 312.742,5 millions en 2023, en hausse de 6.555,3 millions.

⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs



Source : Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2025)

1.1.1.2.2. Le soja et ses dérivés

Le soja s'est imposé comme deuxième produit d'exportation en 2024. Ses ventes à l'étranger sont constituées de soja grain, de tourteau de soja et d'huile de soja issu notamment de la transformation par les industries locales. Les exportations de graine de soja au Bénin ont été fortement régulées et restreintes depuis avril 2024 avec une interdiction d'exportation du soja grain non transformé, pour favoriser l'industrialisation locale.

Le soja grain, le tourteau de soja et l'huile de soja représentent respectivement 8,4%, 8,8% et 2,2% du montant total des exportations en 2024. L'exportation de soja grain s'est établie à 57.445,5 millions de FCFA, en repli de 4,4% par rapport à 2023 où elle s'est située à 60.117,6 millions de FCFA. Quant à l'exportation de tourteau de soja, elle a affiché une progression de 112,1% pour atteindre 60.635,4 millions de FCFA en 2024 contre 28.583,5 millions de FCFA en 2023. S'agissant de l'huile de soja, ses ventes à l'étranger sont passées de 3.977,3 millions de FCFA en 2023 à 15.225,1 millions en 2024, soit une hausse de 282,8%.

1.1.1.2.3. Le karité

L'exportation de karité est une filière stratégique organisée autour de l'Interprofession Karité Bénin. En 2024, les ventes à l'étranger de karité ont atteint 141.363,5 tonnes après 20.672,1 tonnes une année plus tôt. En valeur, les exportations de karité ont fortement progressé en passant de 7.046,4 millions en 2023 à 46.942,4 millions en 2024, faisant du karité le troisième produit d'exportation au Bénin en 2024 (6,8% des exportations).

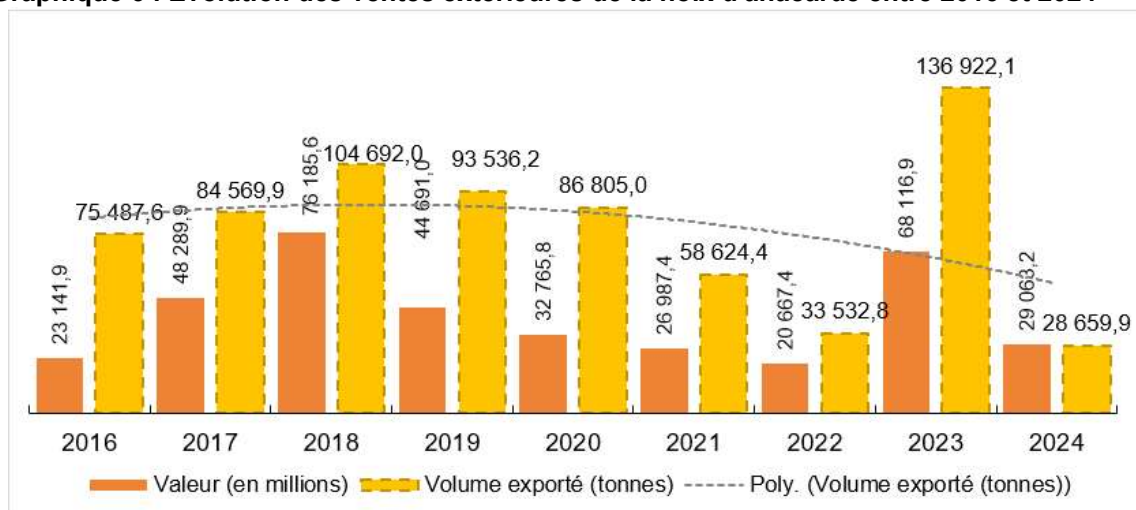
Cette progression des ventes à l'étranger de karité s'explique par la suspension de l'exportation des amendes brutes de karité ou la mise en place de mesures de restriction des exportations de karité dans certains pays producteurs de la sous-région (Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso), ayant entraîné une hausse de la demande de karité béninois et par contrecoup celle des prix.

1.1.1.2.4. La noix de cajou

Déclassé en 2024 par le soja et le karité, la noix de cajou était le deuxième produit d'exportation agricole du Bénin après le coton. Elle représente 4,2% des exportations en 2024 contre 10,7% une année plus tôt. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international sont restés relativement élevés jusqu'en 2018. En revanche, depuis l'année 2019 il est noté un excès de l'offre comparativement à la demande sur le marché international. Ce qui s'est traduit par un effondrement des prix.

Dans ces conditions, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 29.063,2 millions en 2024, en repli de 57,3% par rapport à 2023 où elles s'étaient établies à 68.116,9 millions. Cette forte diminution des exportations officielles de noix de cajou est à mettre en relation avec l'essor de la transformation locale de la noix de cajou au Bénin, encouragée par des politiques gouvernementales visant à interdire l'exportation de la noix brute pour favoriser la valorisation locale, notamment via la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), qui abrite plusieurs unités de production d'amandes et de baume, créant des emplois et augmentant la valeur ajoutée.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2016 et 2024



Sources : INStatD-DGD (Octobre 2025)

1.1.1.2.5. Fer, fonte et acier

Outre la production industrielle dont l'exportation est en accroissement, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont baissé de 15,9% en valeur pour s'établir à 23.714,9 millions en 2024 contre 28.196,6 millions en 2023, en liaison avec la demande au plan mondial. En outre, en volume, les exportations sont en baisse de 12,6%, passant de 53.518,8 tonnes à 46.799,4 tonnes sur la période sous revue.

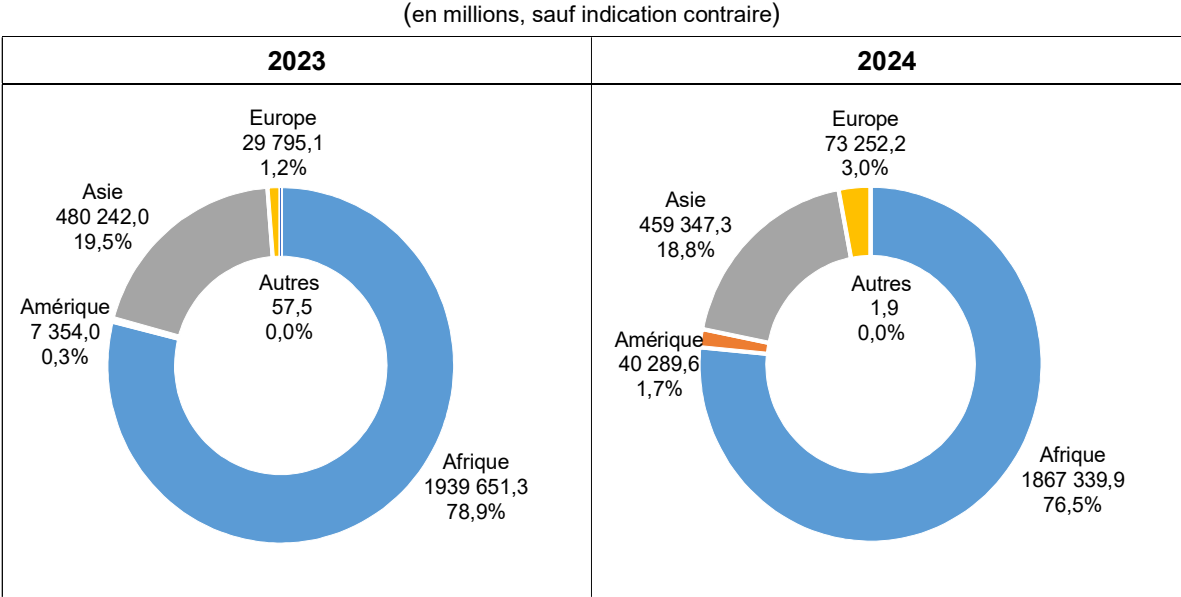
1.1.1.2.6. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui sont en diminution de 4,6%, passant de 24.733,0 millions en 2023 à 23.584,8 millions en 2024. Cette baisse s'explique principalement par des facteurs géopolitiques, économiques et sécuritaires, notamment la réorientation des flux commerciaux à l'issue des changements politiques au Burkina Faso et au Mali, la fermeture des frontières Bénin-Niger après le coup d'Etat intervenu au Niger en juillet 2023, ainsi que la crise sécuritaire dans le Sahel.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 76,5% et de 18,8% en 2024. L'Europe, en recueillant 3,0% des ventes à l'étranger en 2024, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2023 et 2024



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, le principal partenaire à l'exportation du Bénin en 2024 est le Nigeria (71,2%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en régression, passant de 1.772.000,5 millions en 2023 à 1.738.383,2 millions en 2024. Cette diminution concerne notamment le commerce de riz et d'huile raffinée.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 86.775,1 millions en 2024 contre 114.636,4 millions en 2023. Les échanges intra-UEMOA représentent 3,6% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Togo (1,2%), le Niger (0,8%), la Côte d'Ivoire (0,5%) et le Burkina (0,5%). Le Togo importe du Bénin les tissus, les tourteaux et autres résidus solides broyés ou agglomérés et les graines oléagineuses. En ce qui concerne les exportations vers le Niger, elles portent essentiellement sur les produits alimentaires, les engrais et des produits manufacturés. Quant à la Côte d'Ivoire, elle importe du Bénin les graines oléagineuses, le manioc, l'huile de soja, ainsi que des articles plastiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Bangladesh (11,9%), l'Inde (2,2%), le Pakistan (1,9%), la Chine (1,2%) et la Malaisie (0,4%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées de coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INStaD sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

Encadré 3 : Mesures mises en œuvre par la BCEAO pour assurer le rapatriement par les sociétés de l'intégralité des recettes d'exportation

Conformément aux dispositions du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA et à ses Instructions d'application, les exportateurs de biens et services procèdent, dans un délai maximal de 150 jours à compter de la date effective d'exportation, à l'encaissement et au rapatriement par le canal des banques des recettes de leurs exportations hors de la zone UEMOA.

Cette obligation fait l'objet d'un suivi quotidien par la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin, à travers les déclarations des banques, sur les domiciliations, les encaissements de recettes et les cessions de devises, ainsi que l'exploitation des données douanières portant sur les exportations. En outre, la Banque Centrale met en œuvre plusieurs mesures en complément à son dispositif de suivi. Au nombre de ces mesures, il convient de citer :

- la communication sur les enjeux du rapatriement des recettes d'exportation et l'évolution des statistiques y afférentes lors de ses réunions semestrielles de concertation avec les organisations faîtières du secteur privé d'une part et avec les banques d'autre part ;
- la sensibilisation des sociétés exportatrices sur l'ensemble des dispositions réglementaires qui encadrent la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportation dans l'UEMOA, avec en ligne de mire, l'appropriation desdits textes par ces acteurs et leur application effective ;
- la mise en œuvre d'un dispositif d'échanges permanents avec les points focaux des entreprises exportatrices, permettant à la BCEAO de disposer d'informations sur les exportations et les encaissements de recettes à l'étranger ;
- la participation aux sensibilisations et échanges qu'organise l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers avec les sociétés exportatrices sur les exigences réglementaires et les difficultés rencontrées dans le rapatriement des recettes d'exportation ;
- la mise en place par la Banque Centrale, d'un dispositif conditionnant la recevabilité des demandes de couverture introduites par les banques et portant sur les besoins de transferts à l'étranger exprimés par les entreprises au respect des obligations en matière de rapatriement de recettes d'exportation ;
- la conduite de contrôles conjoints avec la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique dans les banques et les entreprises.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont baissé de 7,9% pour ressortir à 2.597.285,6 millions en 2024 contre 2.820.301,3 millions en 2023. Cette évolution est portée par les importations formelles (-9,7%) et les importations informelles (+0,6%). Les importations de biens sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2020 à 2024

(en millions)					
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3	2 597 285,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3	2 597 285,6

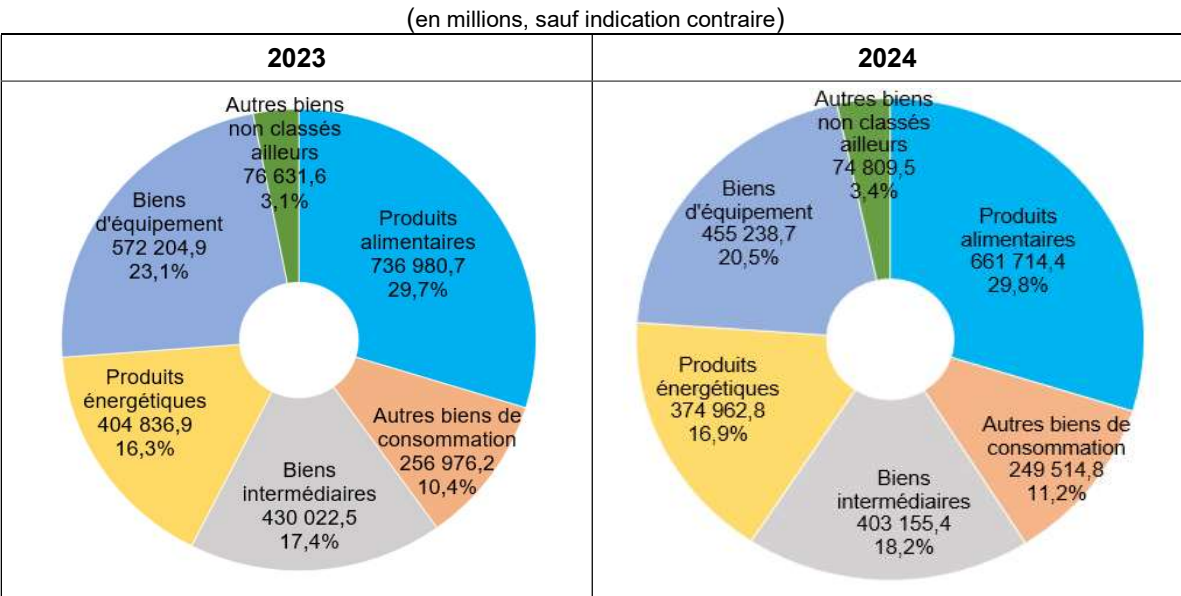
Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en baisse de 9,7% en valeur pour s'établir à 2.219.395,7 millions en 2024 contre 2.457.587,3 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont progressé de 7,3% en passant de 5,5 millions de tonnes à 5,9 millions de tonnes en 2024.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 2.931.795,6 millions, représentant 22,5% du PIB nominal en 2024, contre 26,7% en 2023. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des quatre dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2023 et 2024



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 29,8% en 2024 contre 29,7% en 2023. Ils ont fléchi de 10,2% en valeur et ont progressé de 8,6% en volume d'une année à l'autre. Une part importante de ces produits alimente le commerce transfrontalier de réexportation informelle.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 20,5% des importations officielles en 2024 contre 23,1% en 2023. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont baissé de 20,4% pour s'établir à 455.238,7 millions. Cette évolution a été enregistrée sous l'effet conjugué du repli des importations de matériels de transport (-39,1%) et celui des importations de machines et appareils (-12,9%), en lien avec l'évolution des installations d'unités de production industrielle en cours au Bénin ainsi que celle des chantiers de construction d'infrastructures.

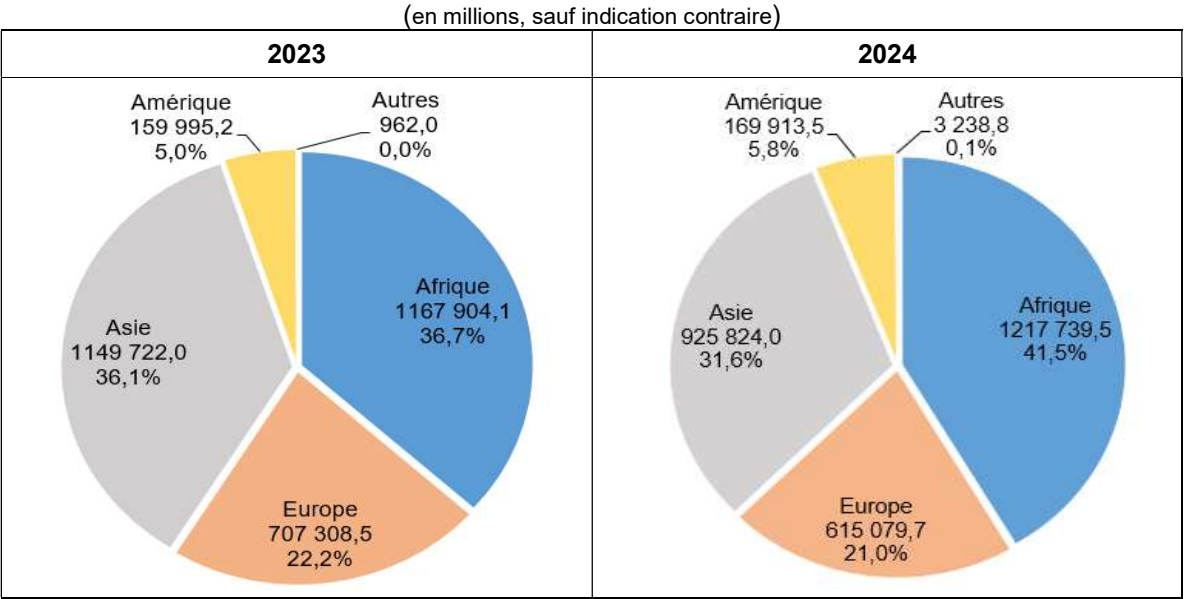
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 374.962,8 millions, en repli de 7,4% en variation annuelle. Elles représentent 16,9% des importations totales en 2024.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en régression de 6,2% pour atteindre 403.155,4 millions en 2024. Elles représentent 18,2% des importations officielles du Bénin. La décroissance des importations de biens intermédiaires est à mettre en relation avec la fin de l'exécution physique au troisième trimestre 2023 des travaux de construction du Pipeline Niger-Bénin.

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2024 se trouvent en Afrique (41,5%), en Asie (31,6%) et en Europe (21,0%). Les importations en provenance du continent américain représentent 5,8% des importations totales du Bénin en 2024.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2023 et 2024



Sources : INStad-BCEAO (Octobre 2025)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance d'Afrique s'est renforcée au détriment des importations venant d'Asie et d'Europe. En effet, la Chine (9,3% en 2024 contre 11,1% en 2023), la Malaisie (0,3% en 2024 contre 1,9% en 2023) et l'Indonésie (0,2% en 2024 contre 1,2% en 2023) ont perdu des parts de marché en Asie, de même que la Belgique (2,5% en 2024 contre 2,9% en 2023), l'Espagne (1,1% en 2024 contre 1,8% en 2023) et les Pays-Bas (0,7% en 2024 contre 1,0% en 2023) en Europe, au détriment du Nigeria (27,6% en 2024 contre 25,5% en 2023), du Togo (4,5% en 2024 contre 3,1% en 2023) et de la Côte d'Ivoire (2,8% en 2024 contre 1,4% en 2023). De même, les Etats-Unis (3,7% en 2024 contre 3,9% en 2023) ont perdu des parts de marché au Bénin.

En Afrique, les principaux pays fournisseurs du Bénin en 2024 sont le Nigeria (27,6%), le Togo (4,5%) et la Côte d'Ivoire (2,8%).

1.2. Balance des services

La balance des services s'est dégradée de 37.576,4 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 697.674,6 millions en 2024 contre un déficit de 660.098,2 millions en 2023. Le déficit de la balance des services s'est ainsi accentué, en liaison avec l'accroissement du solde déficitaire des « services spécialisés et services de conseil en gestion » (-36.954,6 millions), de celui des travaux de construction (-29.674,6 millions) et du déficit des services financiers (-20.791,6 millions).

En effet, le déficit des échanges de « services spécialisés et services de conseil en gestion » est ressorti à 87.644,2 millions en 2024 contre 50.689,6 millions en 2023, en relation avec le paiement des services de gestion générale fournis à des succursales, filiales et sociétés affiliées à des sociétés étrangères par leur maison mère non-résidente ou par une autre entreprise apparentée.

Le déficit relatif aux travaux de construction est ressorti à 57.735,6 millions en 2024 contre 28.061,0 millions en 2023, en relation avec l'exécution au Bénin de projets routiers d'envergure impliquant des sociétés non-résidentes, tels que le projet de réhabilitation et d'aménagement des voiries dans certaines villes du Bénin (asphaltage), la construction d'infrastructures portuaires et logistiques, la construction d'infrastructures d'aménagement urbain et de pôle commercial du stade GMK.

En ce qui concerne le solde des services financiers, il a enregistré un déficit de 18.941,2 millions en 2024 après l'excédent de 1.850,4 millions enregistré en 2023, sous l'effet du paiement direct de services fournis aux résidents par des banques et autres sociétés financières non-résidentes et des importations de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Par ailleurs, l'excédent du poste "Voyages" se renforce en lien avec la mise en oeuvre en cours par le Gouvernement du Bénin d'un programme de développement touristique, qui comprend de nombreux chantiers ouverts pour accroître l'offre touristique du pays.

Enfin, le déficit des autres services résulte des besoins liés au développement de l'économie du Bénin (services de transport, services de télécommunications, d'informatique et d'information, ...).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes

(en millions, sauf indication contraire)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Transports	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1	-278 431,5
<i>dont fret</i>	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1	-269 481,1
Voyages	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9	125 716,2
Construction	-53 287,2	-28 858,4	-27 601,9	-28 061,0	-57 735,6
Services financiers	23 153,8	6 070,5	6 101,2	1 850,4	-18 941,2
<i>Services spécialisés et services de conseil en gestion</i>	-27 440,4	-15 640,5	-17 266,3	-50 689,6	-87 644,2
<i>Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises</i>	-13 908,3	-14 484,7	-10 565,8	-329 014,5	-320 930,9
Autres services	-20 944,4	-48 007,4	-10 865,3	-70 389,3	-59 707,4
Services nets	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-660 098,2	-697 674,6
Services nets/PIB (en %)	-1,8	-2,4	-2,2	-5,5	-5,4

Source : BCEAO (Octobre 2025)

1.2.1. Transports

Les transactions relatives aux transports, se sont soldées par un déficit de 278.431,5 millions de FCFA en 2024, en atténuation de 8,7% par rapport au déficit enregistré en 2023. Cette évolution est induite par la diminution du volume des importations combinée à la baisse des coûts du fret. L'évolution des principales composantes du poste « transports » est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2020 à 2024

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Transports	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1	-278 431,5
Passagers	298,6	-9 465,3	-10 003,2	-9 477,1	782,1
Fret	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1	-269 481,1
Autres	-7 931,5	-36 361,9	-37 985,7	-9 876,9	-9 732,5

Source : BCEAO (Octobre 2025)

En outre, les entrées de ressources au titre du fret se sont repliées de 17,1%, en lien avec la fermeture des frontières terrestres avec le Niger intervenue à partir du 30 juillet 2023 dans le cadre des sanctions prises par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre le régime militaire putschiste Nigérien (Confère encadré 5 de l'annexe 5.6), ainsi que la crise sécuritaire dans le Sahel qui impacte négativement le transport de marchandises à destination du Burkina et du Mali.

Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2021, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2020.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2015 à 2019 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2019 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2015 à 2019 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 12,2% des importations CAF en 2019 contre 11,5% en 2018. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,9% et 0,3% des importations CAF contre 11,2% et 0,3% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,7 point de pourcentage s'explique par l'augmentation des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2015 et 2019.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 125.716,2 millions en 2024 contre 121.093,9 millions un an plus tôt, en augmentation de 4.622,4 millions. La consolidation du solde excédentaire du poste « voyages » est portée par les voyages à titre professionnel, qui ont progressé de 8.369,8 millions. Les voyages à titre personnel ont quant à eux replié de 3.747,4 millions.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2020 à 2024

(en millions)					
Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Voyages	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9	125 716,2
à titre professionnel	61 821,6	72 137,3	90 111,8	91 905,5	100 275,3
à titre personnel	8 805,5	20 099,9	18 463,6	29 188,4	25 441,0

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Les recettes touristiques reçues par le Bénin en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2024 se sont établies à 95.525,5 millions de FCFA contre une réalisation de 84.883,7 millions de FCFA en 2023, soit une hausse de 10.641,8 millions de FCFA. Parallèlement, les dépenses touristiques effectuées par les résidents du Bénin sont en progression de 7.586,3 millions de FCFA et se sont situées à 28.933,7 millions de FCFA.

Les résidents de la Côte d'Ivoire sont les premiers contributeurs aux recettes touristiques du

Bénin, avec un montant estimé à 37.610,0 millions de FCFA en 2024. Suivent les résidents du Togo, du Burkina Faso et du Niger avec des montants respectifs de 23.246,7 millions de FCFA, 17.065,0 millions de FCFA et 11.278,6 millions de FCFA. Le Togo est la première destination touristique des résidents du Bénin qui y ont dépensé 14.815,7 millions de FCFA en 2024. Suivent le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire qui ont reçu respectivement 5.238,6 millions de FCFA, 4.607,2 millions de FCFA et 1.593,8 millions des touristes béninois.

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est atténué de 10.681,9 millions d'une année à l'autre en relation avec les besoins de l'économie. Il est ressorti à 59.707,4 millions en 2024 contre 70.389,3 millions en 2023.

En 2024, le déficit des autres services nets est notamment imprimé par les services de télécommunications, d'informatique et d'information (-50.686,2 millions), ainsi que par les services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs (-9.678,0 millions). Il a été quelque peu atténué par les exportations nettes de "biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs" dont le solde est ressorti à +2.451,4 millions.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2020 à 2024

Rubriques	(en millions)				
	2020	2021	2022	2023	2024
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	78,5	0,0	0,0	-10 661,7	-673,7
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-3 266,5	-527,3	-6 165,6	-8 144,9	-9 678,0
Services d'assurance et de retraite	-789,0	-1 089,1	-3 658,4	-748,9	-988,4
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-63 769,3	-66 948,0	-59 558,3	-55 128,1	-50 686,2
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	47 034,4	19 969,2	58 744,2	4 328,6	2 451,4
Divers autres services	-232,5	587,8	-227,1	-34,3	-132,6
Total Autres services	-20 944,4	-48 007,4	-10 865,3	-70 389,3	-59 707,4

Source : BCEAO (Octobre 2025)

1.3. Compte de revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production et perçu sous forme de rémunérations des salariés entre résidents et non-résidents, de revenus d'investissement, ainsi que sous forme d'autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production).

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes

Postes	(en millions, sauf indication contraire)				
	2020	2021	2022	2023	2024
Rémunérations des salariés	3 906,6	6 447,7	6 259,5	4 038,9	8 631,9
Revenus des investissements	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-166 032,6	-191 115,5
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-70 550,9	-66 789,6	-88 474,6	-102 681,6	-178 390,0
Autres revenus primaires	26 165,0	35 587,2	45 831,0	52 483,2	55 368,0
Balance du revenu primaire	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-109 510,5	-127 115,6
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,8	-1,1	-0,7	-0,9	-1,0

Source : BCEAO (Octobre 2025)

En 2024, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 127.115,6 millions (1,0% du PIB), en progression de 17.605,1 millions par rapport à l'année 2023 où elles avaient atteint 109.510,5 millions (0,9% du PIB). Cette évolution résulte notamment :

- des revenus nets versés au titre des investissements directs (-108.712,1 millions), en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs, notamment dans le secteur bancaire, dans la construction, le commerce et les industries manufacturières ;
- des intérêts nets reçus sur les investissements de portefeuille (+22.828,6 millions), liés aux intérêts reçus par les banques béninoises sur les titres de créance acquis sur le marché régional (+145.817,6 millions) qui excèdent les intérêts versés par l'Etat béninois sur les titres de créance émis acquis par des non-résidents, y compris les Eurobonds (+122.989,0 millions) ;
- des intérêts nets versés sur les autres investissements (-105.565,1 millions) en liaison avec les intérêts payés sur la dette extérieure publique bilatérale et multilatérale (-57.590,0 millions) ainsi que les intérêts versés par le secteur privé sur les emprunts à l'étranger.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes

	(en millions)				
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Revenus des investissements directs	-20 562,5	-53 252,1	-78 994,9	-72 779,8	-108 712,1
Dont bénéfices réinvestis	-4 918,5	-26 881,9	-38 362,1	-31 444,2	-29 552,6
Revenus des investissements de portefeuille	-4 673,7	-24 937,1	21 469,1	675,6	23 161,7
Revenus des autres investissements	-74 533,6	-68 836,0	-72 678,6	-93 928,3	-105 565,1
Balance des revenus des investissements	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-166 032,6	-191 115,5

Source : BCEAO (Octobre 2025)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec le dynamisme des envois de fonds des béninois résidents à l'étranger et les transferts reçus par les organismes privés.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes

	(en millions, sauf indication contraire)				
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Administration publique	107 607,8	48 668,3	-1 390,4	8 188,3	-2 254,5
<i>dont coopération internationale</i>	107 781,0	48 885,8	-1 271,1	8 307,5	-2 251,4
Autres secteurs	54 986,7	76 880,8	100 351,8	148 847,1	178 209,7
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	60 736,5	66 056,2	85 730,2	135 726,2	147 258,5
Balance revenu secondaire	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4	175 955,2
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	1,8	1,3	0,9	1,3	1,4

Source : BCEAO (Octobre 2025)

En 2024, le solde du revenu secondaire se situe à 175.955,2 millions (1,4% du PIB), contre 157.035,4 millions (1,3% du PIB) une année plus tôt, en augmentation de 18.919,8 millions (+12,0%). Cette évolution s'explique par l'amélioration des envois de fonds des travailleurs migrants.

En effet, le solde des revenus des transferts courants privés passe de 148.847,1 millions en 2023 à 178.209,7 millions en 2024, en progression de 16,5%, sous l'effet essentiellement, de l'accroissement des envois de fonds des travailleurs qui ont connu une augmentation nette de 11.532,3 millions.

Les revenus des transferts courants publics dégagent un solde déficitaire de 2.254,5 millions contre un excédent de 8.188,3 millions enregistré une année auparavant. Cette évolution provient de la baisse des recettes (-9.687,7 millions, soit -35,0%) en lien avec le recul des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques conjugué à une légère hausse (+755,0 millions) des transferts effectués par l'État au titre de ses contributions au fonctionnement des organisations régionales et internationales.

S'agissant des autres transferts courants, des sorties nettes de fonds ont été enregistrées au titre des impôts courants sur le revenu et le patrimoine, des cotisations sociales et des indemnités nettes d'assurance dommage pour un montant global de 10.940,8 millions.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 93.428,5 millions en 2024 contre 119.526,8 millions en 2023. Ce fléchissement résulte d'un recul des dons projets reçus par les administrations publiques.

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (les ressources naturelles, les contrats, baux et licences, les actifs de commercialisation etc.) entre résidents et non-résidents.

En 2024 le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 93.428,5 millions (0,7% du PIB), en baisse de 26.098,3 millions par rapport à 2023 où il s'était établi à 119.526,8 millions (1,0% du PIB). Cette évolution a été imprimée principalement par la baisse des transferts en capital reçus par les administration publiques (-51.266,3 millions).

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2020 à 2024

(en millions, sauf indication contraire)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Transferts en capital	100 541,9	146 682,4	115 257,3	152 407,3	98 371,0
Administration publique	64 015,9	102 751,7	71 592,3	115 186,3	63 920,0
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	36 526,0	43 930,7	43 665,0	37 221,0	34 451,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-38,9	-2 841,2	-2 690,0	-32 880,5	-4 942,5
Solde du compte de capital	100 503,0	143 841,2	112 567,3	119 526,8	93 428,5
Solde du compte de capital/PIB (en %)	1,1	1,5	1,0	1,0	0,7

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance.

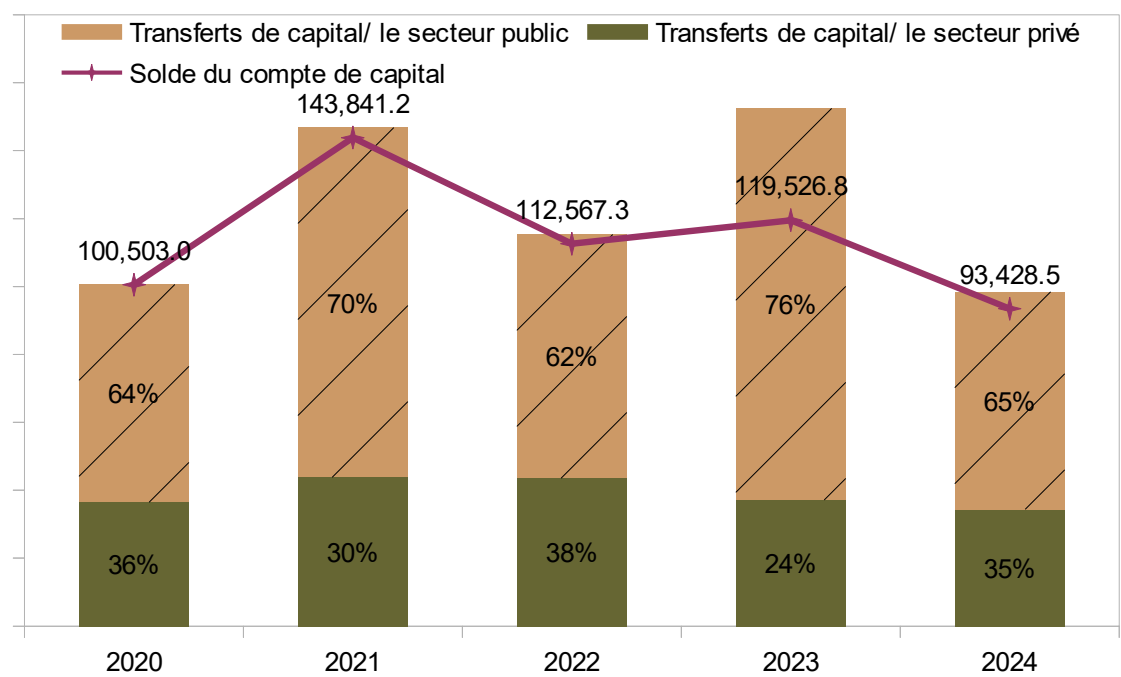
Les dons projets d'un montant de 63.920 millions proviennent principalement de la Banque Mondiale, de la Coopération Suisse, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Agence Française de Développement et du Fonds international de développement agricole (FIDA), et sont destinés à divers projets en cours de mise en œuvre.

Les dons en capital reçus par les autres secteurs, essentiellement les ONG et les ménages, ont baissé de 2.770 millions pour atteindre 34.451 millions en valeur nette, contre 37.221,0 millions une année plus tard.

Le besoin de financement extérieur du Bénin, mesuré par les soldes des comptes courant et de capital, est ressorti à 713.095,1 milliards, en diminution de 143.208,9 millions par rapport à son niveau de 2023. En pourcentage du PIB, ce besoin de financement extérieur de l'économie nationale est ressorti à 5,5% du PIB.

Graphique 10 : Evolution du solde du compte de capital de 2020 à 2024

(en millions, sauf indication contraire)



Source : BCEAO (Octobre 2025)

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier dégage un passif net de 465.277,8 millions en 2024 contre 448.669,3 millions en 2023.

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin ou la capacité de financement de l'économie a été couvert ou utilisée.

En 2024, le compte financier⁷ a enregistré des entrées nettes de capitaux de 465.277,8 millions contre 448.669,3 millions en 2023. Cette progression d'une année à l'autre des flux financiers nets reçus résulte d'un recul des mobilisations de ressources au titre des investissements directs (-28.815,6 millions) et des autres investissements (-32.038,4 millions) en dépit de la hausse des entrées de ressources au titre des investissements de portefeuille (+77.462,5 millions).

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2020 à 2024

(en millions, sauf indication contraire)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Investissements directs	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3	-260 831,4	-232 015,8
Investissements de portefeuille	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9	-52 640,1	-130 102,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-197 743,8	-188 809,4	-132 614,6	-135 197,8	-103 159,4
Solde du compte financier	-361 756,4	-860 665,3	-514 763,8	-448 669,3	-465 277,8
Solde du compte financier/PIB (en %)	-4,0	-8,8	-4,7	-3,8	-3,6

Source : BCEAO (Octobre 2025)

3.1. Investissements directs

Les opérations d'investissements directs se sont soldées par des entrées nettes de ressources financières se chiffrant à 232.015,8 millions en 2024, de moindre ampleur par rapport aux entrées de capitaux de 260.831,4 millions enregistrées en 2023. Cette baisse s'explique par la diminution des entrées nettes d'instruments de dette, notamment des prêts accordés par des sociétés non résidentes à leurs filiales ou succursales établies au Bénin.

Le solde des titres de participation et parts de fonds de placement augmente pour atteindre 93.470,3 millions, en progression de 42.118,7 millions par rapport à 2023, nonobstant une légère diminution des bénéfices réinvestis (-1891,5 millions). Une part importante (+66,3%) des fonds propres entrants a été reçue dans le secteur bancaire et résulte des actions engagées par les établissements de crédit pour se conformer aux décisions de l'avis BCEAO n°001-01-2024 du 05 janvier 2024 portant relèvement du capital social minimum des banques de 10 à 20 milliards, avec un délai de conformité jusqu'en 2027.

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

S'agissant des IDE entrants sous forme d'instruments de dette, on note une baisse du montant net de ces flux financiers qui s'est établi à 143.999,7 millions contre 209.479,8 millions une année plus tôt. Cette évolution reflète pour l'essentiel le repli des prêts accordés par des sociétés non résidentes à leurs filiales ou succursales établies au Bénin.

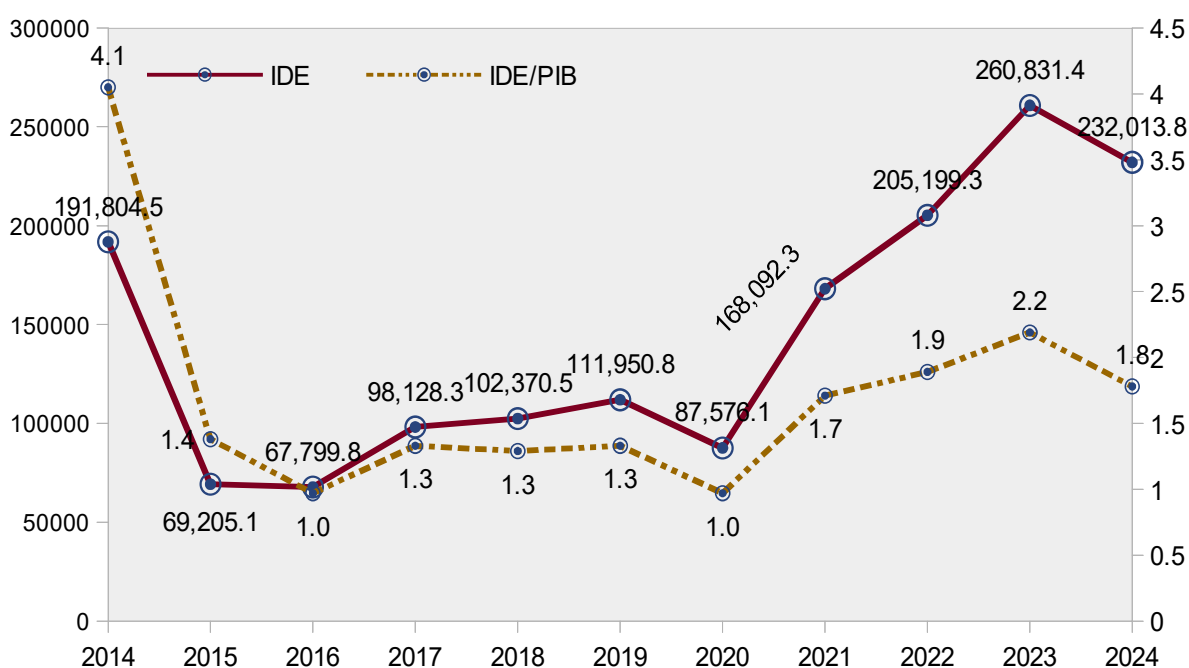
Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont l' « Intermédiation financière, assurance et retraite » (38,7%), le transport et entreposage (34,1%), la construction (8,9%), l'industrie manufacturière (6,1%), l' « Immobilier, Location, services aux entreprises » (4,5%), la « Production et distribution d'électricité, gaz » (4,2%) et le « Commerce de gros et de détail » (2,4%).

La Chine (41,5%), le Sénégal (15,2%), les Emirats arabes unis (6,1%), la Côte d'Ivoire (5,9%), le Nigeria (5,7%), le Gabon (5,6%), la France (5,1%), île Maurice (2,8%), le Togo (2,4%), la Guinée équatoriale (2,0%) et l'Allemagne (1,1%), sont les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin en 2024. En revanche, des replis d'investissements directs issus du Niger (-1,4%), des Pays-bas (-1,3%) et du Mali (-0,6%) ont été notés (Cf. annexe 4).

Graphique 11 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2014 à 2024

(en millions, échelle de gauche)

(en %, échelle de droite)



Source : BCEAO (Octobre 2025)

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 130.102,7 millions en 2024 contre 52.640,1 millions une année plus tôt. En effet, la détention de titres béninois par les non-résidents (Engagements) s'établit à 209.811,7 millions à fin 2024 contre 100.411,3 millions à fin 2023, soit une hausse de 109.400,5 millions. En parallèle, le portefeuille des résidents en titres étrangers (Avoirs) s'établit à 79.709,0 millions après

47.771,1 millions à fin 2023, soit une progression de 31.937,9 millions.

L'évolution favorable des investissements de portefeuille enregistrée en 2024 résulte notamment des émissions de titres réalisées par l'Administration publique, qui se sont traduites vis-à-vis des investisseurs non-résidents par une mobilisation nette par le canal des obligations (+216.418,4 millions en 2024 contre +95.528,3 millions en 2023), en lien avec l'émission en février 2024 sur le segment en dollar du marché obligataire international d'un eurobond de 750 millions de dollars, et un remboursement net par le canal des bons de trésor (-9.511,0 millions en 2024 contre +4.621 millions en 2023).

Les opérations des autres secteurs hors établissements de dépôts se sont soldées par une sortie nette de ressources évaluée à 76.804,7 millions, en hausse de 29.295,6 millions par rapport à 2023 où elles se situaient à 47.509,2 millions.

Tableau 15 : Evolution du passif net des investissements de portefeuille

(en millions)					
Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Administrations Publique	-161 330,5	-527 237,2	-177 354,6	-100 149,3	-206 907,4
Autres secteurs	84 894,0	23 473,6	404,7	47 509,2	76 804,7
Investissements de portefeuille	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9	-52 640,1	-130,102.7

Source : BCEAO (Octobre 2025)

3.3. Autres investissements

Les engagements nets au titre des autres investissements affichent une amélioration de 32.038,4 millions en 2024 pour s'établir à 103.159,4 milliards. Cette évolution positive reflète les efforts de désendettement des entreprises privées à l'égard de leurs fournisseurs commerciaux, notamment dans le secteur des industries manufacturières, quelque peu contrebalancés par le relèvement des emprunts contractés à l'étranger (112.255,9 millions en 2024 contre 18.063,5 millions en 2023), en particulier dans les secteurs « des services aux entreprises », des industries manufacturières, du « transport et entreposage », de l'hôtellerie et du commerce.

Quant à l'Administration publique, les tirages sur prêts projets et programmes se sont réduits, passant de 418.227,3 millions en 2023 à 343.141 millions en 2024.

4. CAPITAUX MONETAIRES

En 2024, les transactions économiques se sont soldées par un déficit des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 253.381,3 millions après un déficit de 417.112,5 millions enregistré en 2023. Cette évolution porte l'empreinte de la baisse des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont en recul de 53.974,3 millions entre 2023 et 2024 pour ressortir à -617.586,8 millions, en liaison avec, d'une part, la baisse des actifs extérieurs (-69.005,2 millions) et, d'autre part, le repli des engagements extérieurs (-15.030,9 millions).

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions)					
RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
AVOIRS	850 080,6	962 638,3	814 263,7	268 794,1	199 788,9
Position de réserve	5 173,6	20 899,9	10 139,4	12 466,9	22 347,7
DTS détenus	222 404,3	328 299,7	324 776,5	131 446,1	165 378,2
Avoirs en devises	622 502,7	613 438,7	479 347,8	124 881,1	12 063,0
ENGAGEMENTS	589 785,0	818 509,5	985 821,6	832 406,6	817 375,7
Recours au crédit du FMI	257 343,1	261 251,5	436 855,0	538 419,9	599 717,1
Allocation de DTS	45 946,4	144 346,0	146 145,8	142 193,5	146 368,2
Banques et Institutions étrangères	286 495,5	412 911,9	402 820,8	151 793,2	71 290,4
Autres engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres dépôts étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts à exécuter	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	260 295,6	144 128,8	-171 558,0	-563 612,5	-617 586,8

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

La diminution des avoirs extérieurs en 2024 provient de la baisse des autres actifs extérieurs détenus hors DTS et Position de réserve au FMI (-112.818,1 millions) conjuguée à la hausse de la position de réserve au FMI (+9.880,8 millions) et des avoirs en DTS (+33.932,1 millions).

Quant aux engagements extérieurs, ils sont ressortis en recul de 15.030,9 millions en 2024, essentiellement sous l'effet de la réduction des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (-80.502,8 millions), nonobstant l'accroissement des allocations de DTS obtenues (+4.174,7 millions) et l'accroissement des recours au crédit du FMI (+61.297,2 millions).

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est dégradée de 199.407,0 millions, en passant de 2.293.380,0 millions en 2023 à 2.093.973,0 millions en 2024. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions)

POSTES	2020	2021	2022	2023	2024
AVOIRS	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0	2 643 905,0	2 777 731,0
Banques	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0	2 643 905,0	2 777 731,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	305 463,0	347 520,0	359 150,0	350 525,0	683 758,0
Banques	305 463,0	347 520,0	359 150,0	350 525,0	683 758,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	1 279 469,0	1 993 098,0	2 318 438,0	2 293 380,0	2 093 973,0

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

Source : BCEAO (Octobre 2025)

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis en baisse de 253.381,3 millions en 2024 contre une baisse de 417.112,5 millions en 2023. Cette évolution porte l'empreinte du repli des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale de 53.974,3 millions et celui des banques de 199.407,0 millions. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 18 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
1. Variation des AEN du secteur bancaire	360 789,0	713 629,0	325 340,0	-25 058,0	-199 407,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-53 768,1	-116 166,7	-315 686,8	-392 054,5	-53 974,3
Solde monétaire (1+2) (a)	307 020,9	597 462,3	9 653,2	-417 112,5	-253 381,3
Contrepartie de réévaluations (b)	3 327,8	-2 444,5	-3 055,1	-11 798,5	-7 679,7
Solde global de la balance des paiements (a+b)	303 693,1	599 906,8	12 708,3	-405 314,0	-245 701,6

Source : BCEAO (Octobre 2025)

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2024 a été marquée par une progression de 13,0% du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 5.930.099,9 millions contre 5.248.433,6 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, le stock des actifs financiers et des engagements des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents. Au 31 décembre 2024, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 5.930.099,9 millions contre 5.248.433,6 millions au 31 décembre 2023. Cette détérioration de la position extérieure globale reflète une augmentation des engagements extérieurs dans une proportion plus importante que celle des actifs financiers extérieurs, consécutive à une hausse des investissements de portefeuille, des tirages de ressources extérieures et des investissements directs.

Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions)			
Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	4 314 490,2	5 177,7	4 759 687,6
Investissements directs	389 250,9	0,0	397 584,7
Investissements de portefeuille	2 293 106,9	0,0	2 450 060,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 363 338,3	27,8	1 712 253,1
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	220 186,0	0,0	247 969,4
Prêts	521 720,1	0,0	570 844,0
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	617 738,3	27,8	890 203,7
Autres comptes à payer/à recevoir	3 694,0	0,0	3 236,0
Avoirs de réserve	268 794,1	5 149,9	199 788,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	131 446,1	4 717,0	165 378,2
Position de réserve au FMI	12 466,9	432,9	22 347,7
Autres avoirs de réserve	124 881,1	0,0	12 063,0
Stocks de passifs financiers (B)	9 562 923,7	2 701,7	10 689 787,5
Investissements directs	2 612 824,2	0,0	2 853 173,8
Investissements de portefeuille	2 268 276,1	0,0	2 478 087,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	4 681 823,4	2 701,7	5 385 795,9
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	307 640,2	0,0	365 506,5
Prêts	3 986 820,3	-1 473,1	4 668 179,5
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	134 914,6	0,0	75 141,6
Autres comptes à payer/à recevoir	110 254,8	0,0	130 600,2
Droits de tirage spéciaux	142 193,5	4 174,8	146 368,2
Position extérieure globale (A) - (B)	-5 248 433,6	2 476,0	-5 930 099,9

Source : BCEAO (Octobre 2025)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2024, le stock des créances des résidents sur les non résidents a augmenté de 10,3% et le stock de leurs engagements s'est relevé de 11,8%, situant le passif net à 5.930.099,9 millions à fin décembre 2024 contre 5.248.433,6 millions une année plus tôt.

Le stock des créances s'est établi à 4.759.687,6 millions au 31 décembre 2024 (36,5% du PIB) contre 4.314.490,2 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec la progression des crédits commerciaux et avances (+44,1%), des dépôts (+12,6%), des prêts (+9,4%) et des investissements de portefeuille (+6,8%), conjuguée à la baisse des avoirs de réserve (-25,7%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à +5.177,7 millions.

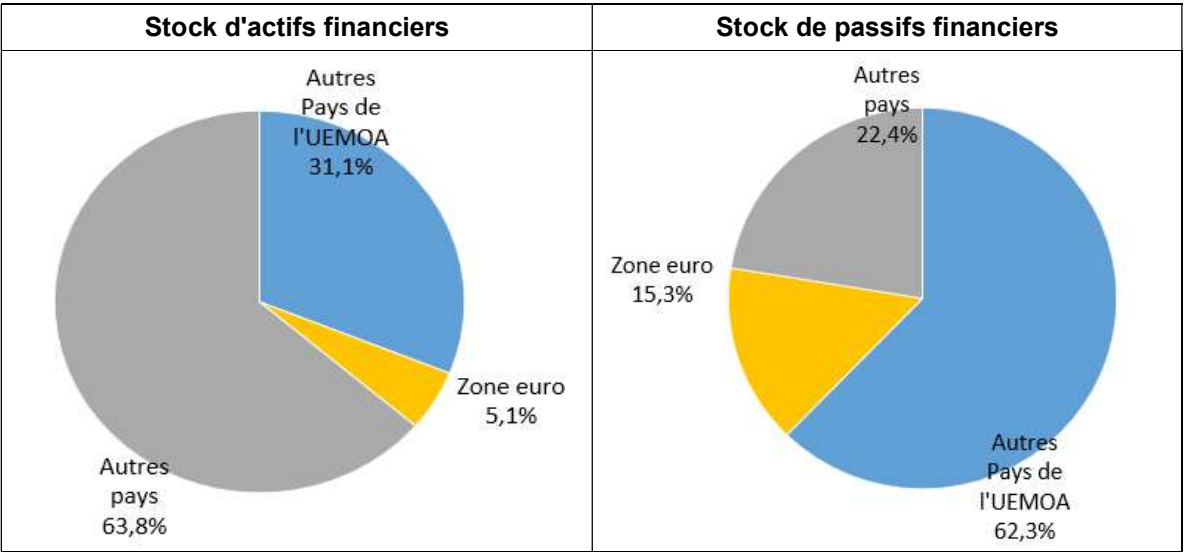
Au passif, le stock des engagements est ressorti à 10.689.787,5 millions à fin 2024 contre 9.562.923,7 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 12,1%, est principalement porté par la hausse des dépôts (+18,8%), des emprunts extérieurs (+17,1%), des investissements de portefeuille (+9,2%), des investissements directs (+9,2%), les droits de tirage spéciaux (+2,9%) et la baisse des crédits commerciaux et avances (-44,3%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 2.701,7 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays de l'UEMOA à hauteur de 63,8%, suivi des autres pays (31,1%). Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (51,5%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique, et de crédits commerciaux et avances (18,7%), de prêts (12,0%), d'investissements directs (8,4%) et d'avoirs de réserve (4,2%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (62,3%), des pays de l'UEMOA (22,4%) et de la Zone euro (15,3%). Ils se composent d'emprunts (43,8%), d'investissements de direct (26,6%) et d'investissements de portefeuille (23,1%).

Graphique 12 : Ventilation géographique de la PEG en 2024



Source : BCEAO (Octobre 2025)

6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE

L'année 2024 a été marquée par un accroissement de la dette extérieure brute totale, ressortie à 9.060.062,4 millions contre 8.602.814,6 millions, un an plus tôt.

La dette extérieure brute⁹ est égale, à toute date donnée, à la position des passifs courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements en remboursement du principal et/ou de verser des intérêts à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non résidents par des résidents d'une économie.

6.1. Encours de la dette extérieure brute totale

Au 31 décembre 2024, la dette extérieure brute du Bénin se chiffre à 9.060.062,4 millions contre 8.602.814,6 millions au 31 décembre 2023, en hausse de 457.247,8 millions soit +5,3% en variation relative. En termes de maturité, la dette de court terme représente 9,3% contre 90,7% pour la dette de long terme. La dette extérieure a été contractée par le secteur public (Administration publique et Banque Centrale) à hauteur de 66,1% contre 33,9% pour le secteur privé (y compris les autres institutions de dépôt). La dette extérieure brute totale du secteur public est essentiellement de long terme.

Rapporté au produit intérieur brut, la dette extérieure brute totale représente 69,6% à fin décembre 2024 contre 72,1% à fin décembre 2023.

Tableau 20 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin

(en millions, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023	2024	Proportion ** (%)	Poids dans la dette** totale (%)
Dette extérieure du secteur public*	3 714 581,7	4 848 139,1	5 687 007,5	6,066,769.1	5,992,374.5	100,0	66,1
Court terme	291 539,5	412 911,9	419 820,8	175,494.2	85,480.4	1,4	0,9
Long terme	3 423 042,2	4 435 227,2	5 267 186,7	5,891,274.9	5,906,894.1	98,6	65,2
Dette extérieure du secteur privé non garantie par le secteur public	1 608 401,8	1 913 409,1	2 175 772,3	2,536,045.5	3,067,688.0	100,0	33,9
Court terme	280 858,5	454 909,0	506 495,7	509,195.2	758,508.6	24,7	8,4
Long terme	1 327 543,3	1 458 500,2	1 669 276,7	2,026,850.4	2,309,179.4	75,3	25,5
Position de la dette extérieure brute	5 322 983,5	6 761 548,2	7 862 779,9	8,602,814.6	9,060,062.5	100,0	100,0
Court terme	572 398,1	867 820,9	926 316,5	684,689.3	843,988.9	9,3	9,3
Long terme	4 750 585,4	5 893 727,4	6 936 463,4	7,918,125.3	8,216,073.5	90,7	90,7
PIB nominal	9 008 810,0	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2	13 025 901,0		
Poids de la dette extérieure publique (en % du PIB)	37,5	43,7	52,4	50,8	46,0		
Poids de la dette extérieure brute totale (en % du PIB)	59,1	68,9	72,4	72,1	69,6		

Source : BCEAO (Octobre 2025) *y compris la dette de la Banque Centrale ** Moyenne sur la période 2020-2024

⁹ L'évaluation de la dette extérieure brute totale s'explique par la nécessité pour les décideurs, les marchés financiers et autres utilisateurs de statistiques de disposer d'informations complètes, fiables et comparables à l'échelle internationale. Les engagements au titre de la dette extérieure étant assortis d'une obligation de paiements ultérieurs, ils peuvent créer des situations qui rendent une économie vulnérable à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité. En outre, l'expérience montre que la vulnérabilité extérieure peut avoir des répercussions économiques généralisées, et pas seulement sur l'économie initialement touchée, d'où la nécessité de quantifier et d'assurer un suivi de l'endettement extérieur (Cf. manuel méthodologique du Fonds Monétaire International).

Enfin, il convient de rappeler qu'il existe une différence méthodologique de comptabilisation de la dette extérieure entre l'approche recommandée par le Fonds Monétaire International (**basée sur la résidence du prêteur**), mise en œuvre pour le calcul des statistiques analysées dans ce rapport, et la méthodologie utilisée par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (**basée sur la monnaie**). A titre d'exemple, les prêts libellés en francs CFA obtenus par le Gouvernement du Bénin auprès de la BOAD sont classés par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette comme une dette publique intérieure contrairement à la méthodologie du FMI qui considère qu'il s'agit d'une dette publique extérieure.

6.2. Composition de la dette extérieure brute totale

La composition par terme et par instrument financier est analysée suivant la nature institutionnelle du débiteur. Les données détaillées sont retracées à l'annexe 9 du document.

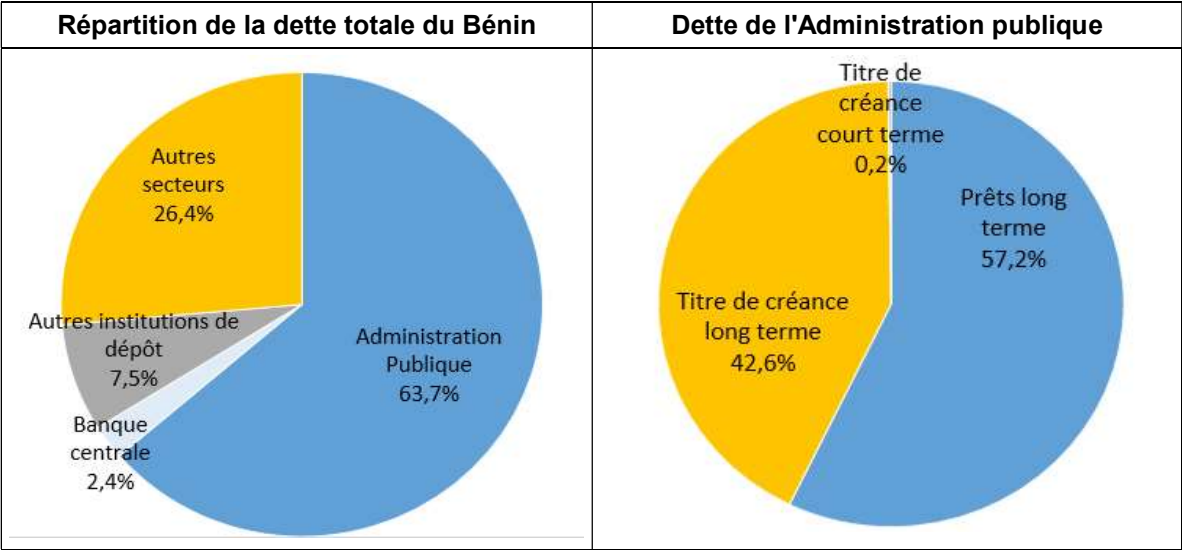
En ce qui concerne l'Administration publique, la dette extérieure brute est essentiellement constituée de prêts (57,2% du total de l'Administration publique) et de titre de créance (42,6%) de long terme. Les graphiques ci-dessous indiquent le poids de l'Administration publique dans la dette totale. La dette extérieure brute de l'Administration publique représente 44,3% du produit intérieur brut à fin décembre 2024 contre 48,4% à fin décembre 2023.

Quant à la Banque Centrale, sa dette porte sur des droits de tirages spéciaux (67,2% du total de la dette de la Banque Centrale), qui sont un instrument de long terme, des numéraires et dépôts (4,4%) et d'autres passifs sous forme de dette (28,3%) à court terme.

Les autres institutions de dépôt ont davantage des engagements à court terme. Leur dette extérieure est constituée de numéraire et dépôts (44,0%) et de prêts (32,1%) pour le court terme. En ce qui concerne le long terme, la dette est contractée principalement sous forme de numéraires et dépôts (8,0%) et de prêts (6,4%).

Les autres secteurs se sont endettés vis-à-vis des non résidents par le canal des emprunts (21,6%) et des crédits commerciaux (7,4%) à court terme. A long terme leur dette est constituée principalement d'emprunts (64,4%). Quant aux prêts interentreprises au titre des investissements directs, ils représentent 18,9% du total de la dette extérieure brute du Bénin et sont composés pour l'essentiel de passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs.

Graphique 13 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale



Source : BCEAO (Octobre 2025)

CONCLUSION

Les échanges du Bénin en 2024 se sont traduits par un déficit du solde global de la balance des paiements de 245.701,6 millions, à la suite du déficit de 405.314,0 millions millions enregistré au titre de l'année 2023. La baisse du déficit porte l'empreinte de l'amélioration du solde des transactions courantes.

En effet, le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est réduit en ressortant à 6,2% en 2024 contre 8,2% une année plus tôt, en relation avec une baisse des importations de biens (-7,9 %) plus forte que celle des exportations (-0,7%), nonobstant la détérioration du déficit des services (+5,7%).

Le solde du revenu primaire s'est creusé de 16,1% en 2024 pour s'établir à -127.115,6 millions, sous l'effet de la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+25.082,9 millions).

Au niveau des flux financiers, les entrées nettes de capitaux s'établissent à 3,6% du PIB contre 3,8% en 2023, principalement sous l'effet du repli des investissements directs étrangers reçus (-11,0%) atténué par l'amélioration des ressources provenant des emprunts contractés à l'étranger (+30,3%).

Afin de maintenir l'atténuation du déficit structurel du compte courant et de renforcer les entrées de ressources au niveau du compte financier, les actions de politique économique ci-après sont recommandées. Il s'agit notamment de :

A l'endroit du Gouvernement

- Poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- Accélérer la politique de diversification de l'économie, notamment à travers les initiatives de la transformation locale des produits agricoles et de renforcement de l'offre touristique du pays ;
- Poursuivre la mise en œuvre des mesures identifiées dans le cadre de la prise en charge de la crise sécuritaire dans l'objectif d'un renforcement de la sécurité dans les zones frontalières du Nord et renforcer les efforts d'amélioration de la coopération avec les pays voisins en vue du renforcement des échanges commerciaux ;
- Intensifier l'appui de l'ADPME aux PME/PMI qui fournissent des services spécialisés (informatique, télécommunication, maintenance, ...).

A l'endroit du secteur privé

- Encaisser et rapatrier les recettes d'exportation conformément aux dispositions du Règlement des relations financières extérieures.

A l'endroit de la BCEAO

- Intensifier les actions de contrôle et d'accompagnement des établissements de crédit ainsi que des entreprises exportatrices, notamment par le suivi des formalités de rapatriement des recettes d'exportation et la sensibilisation continue sur les obligations réglementaires, afin d'assurer une meilleure mobilisation des devises.
- Poursuivre le soutien à l'amélioration de l'inclusion financière.

Encadré 5 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

1. Diversification agricole

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit divers projets dont le projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès aux Marchés Agricoles Régionaux (41 milliards de FCFA), le Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières Agricoles et à la Diversification des Exportations (94 milliards de FCFA) et le Projet de Développement des Aménagements Hydro-agricoles dans les Vallées (94 milliards de FCFA). Ces projets sont soutenus par des actions de développement des filières agricoles à haute valeur ajoutée, notamment l'anacarde, l'ananas, le palmier à huile et le riz.

2. Renforcement de l'environnement des affaires

Un dispositif de promotion des investissements a été mis en place depuis 2017 et permet la rationalisation du cadre institutionnel et réglementaire de promotion des investissements au Bénin. Au plan stratégique, un Comité interministériel de promotion des investissements a été créé pour améliorer la concertation gouvernementale sur les questions liées au climat des affaires et apporter des réponses coordonnées aux besoins et attentes exprimées par les investisseurs. Au plan opérationnel, l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX) a fait l'objet d'une restructuration pour devenir la porte unique d'entrée des investisseurs et la vitrine de la promotion des investissements et des exportations au Bénin. Une zone économique spéciale a été mise en place à Glo-Djigbé pour accélérer la transformation industrielle du Bénin, ainsi qu'un Système d'Information Portuaire pour l'optimisation des procédures et la réduction des coûts des opérations au niveau du Port Autonome de Cotonou. Par ailleurs, la passation des marchés publics a été digitalisée (e-procurement) et les cours d'Appel de commerce et les autres tribunaux de commerce ont été opérationnalisés, dans un contexte de dématérialisation générale des services publics.

Dans le domaine du foncier, la procédure de délivrance de titres fonciers a été dématérialisée à la suite de la prise de la loi modificative n°2017-15 du 10 août 2017 qui permet de raccourcir les délais d'obtention des titres de propriété et, dans le cas des investisseurs étrangers, de lever les contraintes d'acquisition d'actifs immobiliers. L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a réalisé un certain nombre d'actions concernant la mise en ligne du cadastre de Cotonou ; la mise en place de casiers pour les notaires (qui permet à ces derniers de voir l'état d'avancement de leur demande) et la fixation des délais de délivrance des actes des transferts de propriété. Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté, le 4 octobre 2022, la loi n°2022-16 portant création de la Cour spéciale des affaires foncières. Le texte vise à favoriser l'accès à une justice plus professionnelle, plus équitable et plus crédible dans le domaine foncier.

3. Recours au Partenariat public-privé

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP défini par la loi n°2024-30 du 23 juillet 2024 portant cadre juridique du partenariat public-privé en République et les décrets d'application pris par le Gouvernement. L'opérationnalisation du cadre institutionnel, grâce notamment à l'assistance technique de la Banque mondiale, est effectif. L'analyse des options de financements des projets du PAG a permis de mettre en place un catalogue de projets PPP. En accord avec les meilleures pratiques à l'international, le Gouvernement veille à ce que : (i) les investissements liés aux PPP soient intégrés dans les documents budgétaires et les statistiques de finances publiques ; et (ii) les passifs relatifs aux PPP soient évalués et annexés dans la loi de finance. Les risques budgétaires liés à ces projets PPP sont analysés par un comité de gestion des risques budgétaires créée au Ministère de l'Economie et des Finances.

4. Reprofilage de la dette publique

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle a permis de financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2024, optique BCEAO

*Annexe 2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions,
présentation standard*

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2024

*Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités
(flux nets) en 2024*

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2024

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2024

Annexe 1 : Balance des Paiements 2024 (optique BCEAO)

(en millions)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 196 670,1	4 003 193,7	-806 523,6
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 695 562,0	3 550 925,2	-855 363,2
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	2 439 597,0	2 597 285,6	-157 688,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 433 500,1	2 597 285,6	-163 785,5
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	1 089 694,0	0,0	1 089 694,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-634,1	0,0	-634,1
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	6 731,0	0,0	6 731,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	255 965,0	953 639,6	-697 674,6
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	57 828,9	338 760,4	-278 431,5
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	57 824,9	327 306,0	-269 481,1
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	161 693,6	35 977,4	125 716,2
12E000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	36 442,5	578 901,8	-544 959,4
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire, dont	233 173,1	360 288,7	-127 115,6
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	17 688,4	9 056,5	8 631,9
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	153 670,6	351 734,7	-198 064,1
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	267 935,0	91 979,8	175 955,2
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	18 005,9	20 260,4	-2 254,5
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	18 005,9	20 257,3	-2 251,4
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	249 929,1	71 719,4	178 209,7
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	206 560,5	59 302,0	147 258,5
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	206 560,5	59 302,0	147 258,5
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	43 368,6	12 417,4	30 951,2
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	101 982,0	8 553,5	93 428,5
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	19,0	4 961,5	-4 942,5
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	101 963,0	3 592,0	98 371,0
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	63 920,0	0,0	63 920,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	63 920,0	0,0	63 920,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 043,0	3 592,0	34 451,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	38 043,0	3 592,0	34 451,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	380 348,8	845 626,7	-465 277,8
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	8 333,8	240 349,6	-232 015,8
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	2 879,6	96 349,9	-93 470,3
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	5 454,2	143 999,7	-138 545,5

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	79 709,0	209 811,7	-130 102,7
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	109,0	1 019,3	-910,3
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	79 600,0	208 792,4	-129 192,4
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	292 306,0	395 465,4	-103 159,4
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	292 306,0	395 465,4	-103 159,4
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	343 141,0	-343 141,0
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	292 306,0	52 324,4	239 981,6
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	786,4	-5 251,5	6 037,9
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	291 519,6	57 575,9	233 943,7
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-2 844 900,0	-2 847 015,7	2 115,7
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	60 103,8	305 805,4	-245 701,6
	Réévaluations et autres flux non transactionnels	4 717,0	12 396,7	-7 679,7
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-64 820,8	-318 202,1	253 381,3
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	69 005,2	15 030,9	53 974,3
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-133 826,0	-333 233,0	199,407.0

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions Présentation standard)

(en millions)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 196 670,1	4 003 193,7	-806 523,6
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 695 562,0	3 550 925,2	-855 363,2
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	2 439 597,0	2 597 285,6	-157 688,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 433 500,1	2 597 285,6	-163 785,5
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	1 089 694,0	0,0	1 089 694,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-634,1	0,0	-634,1
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-1 852,9	0,0	-1 852,9
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	1 218,8	0,0	1 218,8
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	6 731,0	0,0	6 731,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	255 965,0	953 639,6	-697 674,6
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	673,7	-673,7
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	673,7	-673,7
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	9 678,0	-9 678,0
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	60 328,9	338 760,4	-278 431,5
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	60 328,9	338 579,2	-278 250,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	2 504,0	1 721,9	-1 717,9
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	57 824,9	327 306,0	-269 481,1
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	9 551,3	-9 551,3
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports maritimes	0,0	261 844,0	-261 844,0
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	261 844,0	-261 844,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports aériens	0,0	65 462,0	-65 462,0
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	65 462,0	-65 462,0
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	57 828,9	11 273,2	46 555,7
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	2 504,0	1 721,9	-1 717,9
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	57 824,9	0,0	57 824,9

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	9 551,3	-9 551,3
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	181,2	-181,2
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	161 693,6	35 977,4	125 716,2
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	104 338,0	4 062,8	100 275,3
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	104 338,0	4 062,8	100 275,3
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	57 355,6	31 914,6	25 441,0
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	2,0	6 812,0	-6 810,0
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	0,0	1,258,6	-1,258,6
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	57,353,6	23,844,0	33,509,6
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	14,077,0	0,0	14,077,0
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	14 077,0	0,0	14 077,0
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	0,0	57 735,6	-57 735,6
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	57 735,6	-57 735,6
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	6 214,9	7 203,3	-988,4
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	4 385,0	6 295,1	-1 910,1
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	328,9	106,2	222,7
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	1 501,0	586,0	915,0
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	216,0	-216,0
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	12 126,4	31 067,5	-18 941,2
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	7 773,0	17 265,6	-9 492,6
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	4 353,4	13 801,9	-9 448,6
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	123,0	-123,0
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	10 996,8	61 683,0	-50 686,2
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	6 814,1	25 475,6	-18 661,5
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	2 200,8	25 354,1	-23 153,3
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	1 981,9	10 853,3	-8 871,4
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	1 112,8	409 697,5	-408 584,7
12A100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de recherche-développement	0,0	9,6	-9,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	31,8	87 676,0	-87 644,2
12A300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 081,0	322 011,9	-320 930,9
12B000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12B100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	0,0	0,0	0,0
12B200_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	3 491,6	1 040,1	2 451,4
12D000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	233 173,1	360 288,7	-127 115,6
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	17 688,4	9 056,5	8 631,9
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	160 116,7	351 232,2	-191 115,5
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	2 409,5	111 121,5	-108 712,1
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	734,0	93 437,3	-92 703,3
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	63,0	63 213,7	-63 150,7
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	63,0	62 849,7	-62 786,7
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	246,0	-246,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	118,0	-118,0
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	671,0	30,223,6	-29,552,6
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	1,675,5	17,684,2	-16,008,8
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1,5	15,771,2	-15,769,8
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	829,0	-829,0
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	1 674,0	1 084,0	590,0
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	147 415,7	124 254,0	23 161,7
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 598,0	1 265,0	333,0
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 014,2	1 253,6	-239,4
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	583,8	11,4	572,4
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	582,0	0,0	582,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	1,8	11,4	-9,6
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	145 817,6	122 989,0	22 828,6
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	29 260,8	2 695,7	26 565,2
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	116 556,8	120 293,4	-3 736,6
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	10 291,6	115 856,7	-105 565,1
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	10 291,6	115 856,7	-105 565,1
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	55 368,0	0,0	55 368,0
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	55 368,0	0,0	55 368,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	267 935,0	91 979,8	175 955,2
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	18 005,9	20 260,4	-2 254,5
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	3,2	-3,2
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	18 005,9	20 257,3	-2 251,4
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	249 929,1	71 719,4	178 209,7
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	206 560,5	59 302,0	147 258,5
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	206 560,5	59 302,0	147 258,5
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	43 368,6	12 417,4	30 951,2
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	70,2	4 331,3	-4 261,1
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	3 851,0	287,0	3 564,0
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	979,5	-979,5
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	136,5	0,0	136,5
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	0,0	177,0	-177,0
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	39 310,9	6 642,6	32 668,3
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	101 982,0	8 553,5	93 428,5
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	19,0	4 961,5	-4 942,5
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	101 963,0	3 592,0	98 371,0
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - Administration publique	63 920,0	0,0	63 920,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	63 920,0	0,0	63 920,0
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 043,0	3 592,0	34 451,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	38 043,0	3 592,0	34 451,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 298 652,1	4 011 747,2	-713 095,1
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	440 452,6	1 151 432,1	-710 979,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	440 452,6	1 151 432,1	-710 979,4
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	8 333,8	240 349,6	-232 015,8
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	2 879,6	96 349,9	-93 470,3
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	2 208,6	66 126,3	-63 917,7
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2 158,6	66 126,3	-63 967,7
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - - Entre entreprises sœurs	50,0	0,0	50,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	671,0	30 223,6	-29 552,6
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	5 454,2	143 999,7	-138 545,5
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	5 470,2	147 859,5	-142 389,3
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-16,0	0,0	-16,0
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	-3 859,8	3 859,8
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	156 954,0	209 811,7	-52 857,7
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	58 767,0	1 019,3	57 747,7
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	58 658,0	0,0	58 658,0
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	109,0	1 019,3	-910,3
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	109,0	953,3	-844,3
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	66,0	-66,0
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	98 187,0	208 792,4	-110 605,4
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	18 587,0	0,0	18 587,0
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	4 689,9	0,0	4 689,9
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	13 897,1	0,0	13 897,1
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	206 907,4	-206 907,4
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-9 511,0	9 511,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	216 418,4	-216 418,4
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	79 600,0	1 885,0	77 715,0
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	-14 825,8	552,0	-15 377,8
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	94 425,8	1 333,0	93 092,8
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	79 575,0	1 885,0	77 690,0
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	-14 850,8	552,0	-15 402,8
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	94 425,8	1 333,0	93 092,8
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	25,0	0,0	25,0
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	25,0	0,0	25,0
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	348 887,0	701 270,8	-352 383,8
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	27 783,4	57 866,3	-30 082,9
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - Banque centrale	0,0	-44 309,7	44 309,7
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - À court terme	0,0	-43 971,4	43 971,4

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	-338,3	338,3
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	12 492,0	102 176,0	-89 684,0
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	12 492,0	102 176,0	-89 684,0
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	15 291,4	0,0	15 291,4
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	10 135,5	0,0	10 135,5
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	5 155,9	0,0	5 155,9
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	1 017,7	0,0	1 017,7
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	1 017,7	0,0	1 017,7
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 273,7	0,0	14 273,7
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	9 117,8	0,0	9 117,8
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	5 155,9	0,0	5 155,9
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	49 123,9	682 832,2	-633 708,3
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Banque centrale	0,0	53 075,3	-53 075,3
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	53 075,3	-53 075,3
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	44 547,0	174 360,0	-129 813,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	44 547,0	146 202,0	-101 655,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	28 158,0	-28 158,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	343 141,0	-343 141,0
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	343 141,0	-343 141,0
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	4 576,9	112 255,9	-107 679,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	88,1	5 786,4	-5 698,3
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	4 488,9	106 469,6	-101 980,7
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	8,4	-4 553,9	4 562,3
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-103,9	103,9
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	8,4	-4 450,0	4 458,4
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 568,6	116 809,9	-112 241,3
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	88,1	5 890,3	-5 802,2
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	4 480,5	110 919,6	-106 439,1
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Crédits commerciaux et avances	272 437,7	-59 773,0	332 210,7
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	272 437,7	-59 773,0	332 210,7
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	266 953,9	-59 371,5	326 325,4

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	5 483,8	-401,5	5 885,3
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-239,7	-77,6	-162,1
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-239,7	-77,6	-162,1
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	272 677,4	-59 695,4	332 372,8
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	267 193,6	-59 293,9	326 487,5
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	5 483,8	-401,5	5 885,3
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-458,0	20 345,4	-20 803,4
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-36 193,1	36 193,1
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-36 193,1	36 193,1
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-458,0	56 697,0	-57 155,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	-458,0	56 697,0	-57 155,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	-158,5	158,5
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	107,7	-107,7
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	-266,2	266,2
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	-620,0	620,0
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	-620,0	620,0
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	461,5	-461,5
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	107,7	-107,7
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	353,8	-353,8
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	-0,1	0,1
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	-73 722,2	0,0	-73 722,2
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	29 215,1	0,0	29 215,1
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - Position de réserve au FMI	9 447,9	0,0	9 447,9
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres avoirs de réserve	-112 385,2	0,0	-112 385,2
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-112 385,2	0,0	-112 385,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	3 204,0	0,0	3 204,0
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur d'autres entités	-115 589,2	0,0	-115 589,2
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-2 844 900,0	-2 847 015,7	2 115,7

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2024

(en millions)

Libellés postes	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure globale nette	4 314 490,2	5 177,7	4 759 687,6	440 452,6	9 562 923,7	2 701,7	10 689 787,5	1 124 162,1
. - - Investissement direct	389 250,9	0,0	397 584,7	8 333,8	2 612 824,2	0,0	2 853 173,8	240 349,6
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	210 328,1	0,0	213 207,7	2 879,6	956 267,7	0,0	1 052 617,6	96 349,9
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	210 318,1	0,0	212 526,7	2 208,6	956 267,7	0,0	1 022 394,0	66 126,3
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	203 296,8	0,0	205 455,4	2 158,6	902 055,1	0,0	968 181,4	66 126,3
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	17 874,0	0,0	17 874,0	0,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	7 021,3	0,0	7 071,3	50,0	36 338,6	0,0	36 338,6	0,0
. - - - Instruments de dette	178 922,8	0,0	184 377,0	5 454,2	1 656 556,5	0,0	1 800 556,1	143 999,7
. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	178 863,5	0,0	184 333,7	5 470,2	1 565 264,0	0,0	1 713 123,4	147 859,5
. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	16,0	0,0	0,0	-16,0	66 044,0	0,0	66 044,0	0,0
. - - - - Entre entreprises sœurs	43,3	0,0	43,3	0,0	25 248,5	0,0	21 388,7	-3 859,8
. - - Investissements de portefeuille	2 293 106,9	0,0	2 450 060,9	156 954,0	2 268 276,1	0,0	2 478 087,8	209 811,7
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	92 432,4	0,0	151 199,4	58 767,0	3 046,9	0,0	4 066,2	1 019,3
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	86 605,0	0,0	145 263,0	58 658,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	5 827,4	0,0	5 936,4	109,0	3 046,9	0,0	4 066,2	1 019,3
. - - - - - Autres sociétés financières	5 811,9	0,0	5 920,9	109,0	1 209,1	0,0	2 162,4	953,3
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15,5	0,0	15,5	0,0	1 837,8	0,0	1 903,8	66,0
. - - - Titres de créance	2 200 674,5	0,0	2 298 861,5	98 187,0	2 265 229,2	0,0	2 474 021,6	208 792,4
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 971 871,0	0,0	1 990 458,0	18 587,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	497 504,2	0,0	502 194,1	4 689,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 474 366,8	0,0	1 488 263,9	13 897,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés postes	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 264 744,2	0,0	2 471 651,6	206 907,4
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	23 701,0	0,0	14 190,0	-9 511,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 241 043,2	0,0	2 457 461,6	216 418,4
. - - - - - Autres secteurs	228 803,5	0,0	308 403,5	79 600,0	485,0	0,0	2 370,0	1 885,0
. - - - - - À court terme	29 187,2	0,0	14 361,4	-14 825,8	324,0	0,0	876,0	552,0
. - - - - - À long terme	199 616,3	0,0	294 042,1	94 425,8	161,0	0,0	1 494,0	1 333,0
. - - - - - Autres sociétés financières	170 297,0	0,0	249 872,0	79 575,0	485,0	0,0	2 370,0	1 885,0
. - - - - - À court terme	20 515,6	0,0	5 664,8	-14 850,8	324,0	0,0	876,0	552,0
. - - - - - À long terme	149 781,4	0,0	244 207,2	94 425,8	161,0	0,0	1 494,0	1 333,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	58 506,5	0,0	58 531,5	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	8 671,6	0,0	8 696,6	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	49 834,9	0,0	49 834,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	1 363 338,3	27,8	1 712 253,1	348 887,0	4 681 823,4	2 701,7	5 385 795,9	701 270,8
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	220 186,0	0,0	247 969,4	27 783,4	307 640,2	0,0	365 506,5	57 866,3
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	54 512,2	0,0	10 202,5	-44 309,7
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	54 512,2	0,0	10 540,8	-43 971,4
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-338,3	-338,3
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	73 415,0	0,0	85 907,0	12 492,0	253 128,0	0,0	355 304,0	102 176,0
. - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	73 415,0	0,0	85 907,0	12 492,0	253 128,0	0,0	355 304,0	102 176,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés postes	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	146 771,0	0,0	162 062,4	15 291,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	60 501,0	0,0	70 636,5	10 135,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	86 270,0	0,0	91 425,9	5 155,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	16 175,6	0,0	17 193,3	1 017,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	5 510,6	0,0	6 528,3	1 017,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	10 665,0	0,0	10 665,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	130 595,4	0,0	144 869,1	14 273,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	54 990,4	0,0	64 108,2	9 117,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	75 605,0	0,0	80 760,9	5 155,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Prêts	521 720,1	0,0	570 844,0	49 123,9	3 986 820,3	-1 473,1	4 668 179,5	682 832,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	538 419,9	8 221,9	599 717,1	53 075,3
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	538 419,9	8 221,9	599 717,1	53 075,3
. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	508 320,0	0,0	552 867,0	44 547,0	89 313,0	0,0	263 673,0	174 360,0
. - - - - À court terme	508 320,0	0,0	552 867,0	44 547,0	123 942,0	0,0	270 144,0	146 202,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	-34 629,0	0,0	-6 471,0	28 158,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 969 618,3	-9 695,0	3 303 064,3	343 141,0
. - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 969 618,3	-9 695,0	3 303 064,3	343 141,0
. - - - - Autres secteurs	13 400,1	0,0	17 977,0	4 576,9	389 469,1	0,0	501 725,1	112 255,9
. - - - - À court terme	7 832,0	0,0	7 920,1	88,1	120 065,1	0,0	125 851,5	5 786,4
. - - - - À long terme	5 568,1	0,0	10 057,0	4 488,9	269 404,0	0,0	375 873,6	106 469,6
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	8,4	8,4	36 495,7	0,0	31 941,8	-4 553,9
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	103,9	0,0	0,0	-103,9
. - - - - À long terme	0,0	0,0	8,4	8,4	36 391,8	0,0	31 941,8	-4 450,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13 400,1	0,0	17 968,6	4 568,6	352 973,4	0,0	469 783,3	116 809,9
. - - - - À court terme	7 832,0	0,0	7 920,1	88,1	119 961,2	0,0	125 851,5	5 890,3
. - - - - À long terme	5 568,1	0,0	10 048,6	4 480,5	233 012,2	0,0	343 931,8	110 919,6
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés postes	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	617 738,3	27,8	890 203,7	272 437,7	134 914,6	0,0	75 141,6	-59 773,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	617 738,3	27,8	890 203,7	272 437,7	134 914,6	0,0	75 141,6	-59 773,0
. - - - - - À court terme	537 753,3	27,8	804 735,0	266 953,9	102 787,1	0,0	43 415,5	-59 371,5
. - - - - - À long terme	79 985,0	0,0	85 468,8	5 483,8	32 127,6	0,0	31 726,1	-401,5
. - - - - - Autres sociétés financières	306,1	0,0	66,4	-239,7	114,0	0,0	36,4	-77,6
. - - - - - À court terme	306,1	0,0	66,4	-239,7	114,0	0,0	36,4	-77,6
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	617 432,2	27,8	890 137,3	272 677,4	134 800,6	0,0	75 105,2	-59 695,4
. - - - - - À court terme	537 447,2	27,8	804 668,6	267 193,6	102 673,1	0,0	43 379,1	-59 293,9
. - - - - - À long terme	79 985,0	0,0	85 468,8	5 483,8	32 127,6	0,0	31 726,1	-401,5
. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	3 694,0	0,0	3 236,0	-458,0	110 254,8	0,0	130 600,2	20 345,4
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	97 875,1	0,0	61 682,0	-36 193,1
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	97 875,1	0,0	61 682,0	-36 193,1
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 694,0	0,0	3 236,0	-458,0	8 084,0	0,0	64 781,0	56 697,0
. - - - - - À court terme	3 694,0	0,0	3 236,0	-458,0	8 084,0	0,0	64 781,0	56 697,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés postes	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	4 295,7	0,0	4 137,2	-158,5
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 965,9	0,0	3 073,6	107,7
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 329,8	0,0	1 063,6	-266,2
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	633,0	0,0	13,0	-620,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	633,0	0,0	13,0	-620,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	3 662,7	0,0	4 124,2	461,5
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 965,9	0,0	3 073,6	107,7
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	696,8	0,0	1 050,6	353,8
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	142 193,5	4 174,8	146 368,2	-0,1
. - - Avoirs de réserve	268 794,1	5 149,9	199 788,9	-73 722,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	131 446,1	4 717,0	165 378,2	33 932,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Position de réserve au FMI	12 466,9	432,9	22 347,7	9 880,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	124 881,1	0,0	12 063,0	-112 818,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	124 881,1	0,0	12 063,0	-112 818,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	3 680,6	0,0	6 884,6	3 204,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	121 200,5	0,0	5 178,4	-116 022,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	5 451,6	1 117,0	0,0	10 753,0	-763,5	-11 492,4	1 164,1	1 446,0	85 373,5	51,4	0,0	93 100,5
UEMOA	0,0	0,0	-545,7	0,0	0,0	5 093,0	2 895,9	-11 492,4	962,6	0,0	57 719,3	51,4	0,0	54 684,1
Burkina	0,0	0,0	-1 310,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 014,3	61,9	0,0	4 766,3
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	398,0	0,0	0,0	5 093,0	-2 326,8	56,9	0,0	0,0	10 493,9	0,0	0,0	13 715,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	3,0
Mali	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0	0,0	-7,8	0,0	962,7	0,0	-2 397,0	0,0	0,0	-1 439,6
Niger	0,0	0,0	-65,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-11 519,3	0,0	0,0	8 324,2	0,0	0,0	-3 260,3
Sénégal	0,0	0,0	698,1	0,0	0,0	0,0	691,8	0,0	0,0	0,0	33 948,5	0,0	0,0	35 338,4
Togo	0,0	0,0	-269,3	0,0	0,0	0,0	4 538,7	-30,0	0,0	0,0	1 332,3	51,4	0,0	5 623,2
CEDEAO hors UEMOA dont :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	1 214,0	0,0	0,0	0,0	9 896,3	0,0	0,0	13 110,3
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-36,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-36,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	1 250,0	0,0	0,0	0,0	9 896,3	0,0	0,0	13 146,3
CEMAC	0,0	0,0	-741,9	0,0	0,0	0,0	-10,0	0,0	1,5	0,0	17 797,7	0,0	0,0	17 047,2
Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :	0,0	0,0	6 739,2	1 117,0	0,0	3 660,0	-4 863,5	0,0	200,0	1 446,0	-39,8	0,0	0,0	8 258,9
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	0,0	0,0	500,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	629,3	0,0	0,0	629,3
EUROPE	0,0	0,0	-3 025,6	3 937,0	0,0	2 101,0	4 149,3	2 807,5	0,0	0,0	4 315,6	0,0	0,0	14 284,7
UNION EUROPEENNE	0,0	0,0	1 476,1	3 937,0	0,0	2 101,0	1 007,0	1 585,4	0,0	0,0	4 315,6	0,0	0,0	14 422,0
ZONE EURO dont :	0,0	0,0	1 127,9	3 937,0	0,0	2 101,0	1 007,0	776,4	0,0	0,0	4 315,6	0,0	0,0	13 264,8
Allemagne	0,0	0,0	0,0	2 537,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 537,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	218,9	837,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 056,3
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	1 082,8	1 400,0	0,0	2 101,0	1 835,1	0,0	0,0	0,0	5 515,6	0,0	0,0	11 934,4
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distribution d'eau, assainissement, ...	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entrepôts	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-55,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1 850,0	0,0	0,0	0,0	-1 200,0	0,0	0,0	-3 050,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Union Européenne hors Zone euro dont :	0,0	0,0	348,2	0,0	0,0	0,0	0,0	809,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 157,3
Royaume-Uni	0,0	0,0	348,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	348,2
Europe hors UE dont :	0,0	0,0	-4 501,7	0,0	0,0	0,0	3 142,4	1 222,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-137,3
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	-3 858,8	0,0	0,0	0,0	3 142,4	1 222,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	505,6
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	6 060,8	0,0	0,0	853,6	3 403,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 317,6
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	493,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	360,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	6 060,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 060,8
ASIE dont :	0,0	0,0	5 653,5	4 692,2	0,0	6 913,0	-1 287,7	87 855,5	0,0	0,0	0,0	10 486,4	0,0	114 312,9
Chine	0,0	0,0	0,0	1 973,0	0,0	6 913,0	-300,0	87 803,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	96 389,9
Inde	0,0	0,0	3 318,0	2 719,2	0,0	0,0	-339,1	51,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 749,7
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	14 140,3	9 746,2	0,0	20 620,6	5 501,3	79 170,5	1 164,0	1 446,0	89 689,1	10 537,7	0,0	232 015,7

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2024

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2024 à partir des statistiques officielles

(en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		9 174,0	9 969,5	0,4	9 519,9	5 054,6	1 800,1	19 301,3	54 819,7
	Burkina	3 610,2		24 700,8	3,2	77 281,0	8 170,0	12 081,0	48 773,6	174 619,9
	Côte d'Ivoire	80 370,1	662 819,2		2 774,0	970 376,2	20 498,5	105 583,5	56 265,7	1 898 687,2
	Guinée-Bissau	8,8	56,6	1,8		176,7	0,0	866,2	355,2	1 465,2
	Mali	295,7	40 376,0	59 353,0	72,2		3 056,3	81 275,9	9 228,9	193 658,0
	Niger	6 629,0	21 646,9	2 062,8	0,0	16 966,5		1 122,0	12 574,9	61 002,1
	Sénégal	18 101,4	96 038,5	106 629,7	70 268,5	842 631,2	7 361,9		20 830,7	1 161 862,0
	Togo	129 851,3	102 956,0	109 411,6	828,8	73 382,9	42 274,5	25 554,7		484 259,9
	UEMOA	238 866,4	933 067,3	312 129,2	73 947,2	1 990 334,4	86 415,8	228 283,4	167 330,2	4 030 374,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2025)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlées en 2024

(en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	2 849,5	1 200,0	123,2	1 033,2	15 026,4	680,0	11 043,1	31 955,4
	Burkina	4 370,7	0,0	18 000,0	0,0	22 927,0	5 872,0	787,7	0,0	51 957,4
	Côte d'Ivoire	858,0	4 750,0	0,0	132,0	1 650,0	887,0	3 013,3	890,0	12 180,3
	Guinée-Bissau	2,0	0,0	0,0	0,0	164,3	0,0	3 115,3	0,0	3 281,6
	Mali	11 742,9	4 784,9	432,0	7,1	0,0	5 678,0	45 060,0	7 342,0	75 046,9
	Niger	9 079,8	350,0	980,0	0,0	10 250,0	0,0	221,2	10 229,0	31 110,0
	Sénégal	941,2	717,0	1 832,0	1 353,8	0,0	151,4	0,0	50,6	5 046,0
	Togo	1 036,1	3 000,0	1 890,0	135,3	858,0	715,0	0,0	0,0	7 634,4
	UEMOA	28 030,7	16 451,4	24 334,0	1 751,4	36 882,5	28 329,8	52 877,5	29 554,7	218 212,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2025)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2024

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		12 023,5	11 169,5	123,6	10 553,1	20 081,0	2 480,1	30 344,4	86 775,1
	Burkina	7 980,9		42 700,8	3,2	100 208,0	14 042,0	12 868,7	48 773,6	226 577,3
	Côte d'Ivoire	81 228,1	667 569,2		2 906,0	972 026,2	21 385,5	108 596,8	57 155,7	1 910 867,5
	Guinée-Bissau	10,8	56,6	1,8		341,0	0,0	3 981,5	355,2	4 746,8
	Mali	12 038,6	45 160,9	59 785,0	79,3		8 734,3	126 335,9	16 570,9	268 704,9
	Niger	15 708,8	21 996,9	3 042,8	0,0	27 216,5		1 343,2	22 803,9	92 112,1
	Sénégal	19 042,6	96 755,5	108 461,7	71 622,3	842 631,2	7 513,3		20 881,3	1 166 908,0
	Togo	130 887,4	105 956,0	111 301,6	964,1	74 240,9	42 989,5	25 554,7		491 894,3
	UEMOA	266 897,1	949 518,7	336 463,2	75 698,6	2 027 216,9	114 745,6	281 160,9	196 884,9	4 248 586,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2025)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2024

(en millions)

	Recettes de tourisme au crédit par pays								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin	4 607,2	1 593,8	327,7	926,7	1 424,0	5 238,6	14 815,7	28 933,7
	Burkina	17 065,0	10 230,0	209,7	2 366,5	4 803,0	6 113,1	18 112,3	58 899,6
	Côte d'Ivoire	37 610,0	19 648,7	182,4	4 628,5	5 251,7	3 251,1	17 607,7	88 180,2
	Guinée-Bissau	289,0	184,9	160,9	57,3	59,1	7 727,8	194,8	8 673,8
	Mali	3 930,8	15 825,8	13 023,0	1 939,6	1 121,7	6 781,3	3 985,5	46 607,5
	Niger	11 278,6	3 323,4	898,7	122,0	2 682,0	7 289,1	7 259,0	32 852,9
	Sénégal	2 105,4	6 113,1	2 937,2	4 152,1	24,5		1 154,4	21 148,8
	Togo	23 246,7	3 994,5	768,8	220,9	832,9	1,0	8 947,2	38 012,0
	UEMOA	95 525,5	53 697,5	29 612,5	7 154,3	16 156,0	12 685,1	45 348,1	323 308,4

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2025)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2024

(en millions)

	Transferts des migrants reçus par pays								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin	4 354,9	21 648,1	102,3	2 142,0	5 598,0	5 703,4	4 533,7	44 082,4
	Burkina	10 889,1	37 835,2	38,8	23 668,0	6 967,0	9 135,7	13 427,4	101 961,1
	Côte d'Ivoire	94 114,5	77 061,2	86,3	108 247,0	7 101,0	98 746,0	29 644,2	415 000,2
	Guinée-Bissau	69,5	1 895,1	317,1	5 056,0	264,0	2 900,8	469,5	10 972,0
	Mali	9 425,7	20 406,0	29 129,0	126,7	12 183,0	24 289,7	7 472,6	103 032,7
	Niger	23 459,0	3 559,7	947,7	229,0	10 385,0	9 412,0	12 602,0	60 594,4
	Sénégal	7 238,4	9 488,1	119 308,6	2 267,8	21 754,7	6 965,0	9 046,4	176 069,1
	Togo	3 722,8	3 548,4	6 898,6	112,8	1 557,2	11 042,0	8 233,6	35 115,4
	UEMOA	148 919,0	120 313,4	216 084,2	2 963,8	172 810,0	50 120,0	158 421,2	946 827,3

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2025)

Annexe 5.6 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs

Encadré 6 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs

Le 26 juillet 2023, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris des sanctions à l'encontre de la république du Niger dans le cadre de la recherche de solution pour un retour à l'ordre constitutionnel. Ces mesures comprenaient des sanctions financières contre le Niger et la fermeture de toutes les frontières des Etats membres avec le pays. En application desdites sanctions, le Bénin a fermé ses frontières avec le Niger le 30 juillet 2023.

Les sanctions ont eu un impact sur les échanges officiels de biens, de services et de revenus entre les deux pays.

Au niveau des biens, les exportations officielles du Bénin à destination du Niger ont baissé de 17,7% en 2023 pour s'établir à 8.915,2 millions de FCFA contre 10.829,1 millions de FCFA enregistré en 2022. Les exportations informelles ont quant à elles fléchi de 2,5% pour se situer à 15.865,4 millions en 2023. En ce qui concerne les importations en provenance du Niger, leurs flux formels ont baissé de 56,6% d'une année à l'autre pour se chiffrer à 4.332,4 millions de FCFA en 2023 contre une hausse de 1,7% des flux informels qui se sont établis à 9.807,6 millions la même année. Au niveau des services, les activités du Port Autonome de Cotonou et le transport de marchandises à destination du Niger ont pâti de cette situation. En effet, le trafic de marchandises du PAC (importations, exportations et transbordement) a baissé de 23,7% au deuxième semestre de 2023 en glissement annuel et les services de transport de marchandises assurés par des camionneurs résidents du Bénin au profit des pays de l'hinterland, dont principalement le Niger, ont replié de 35.289,05 millions de FCFA, passant de 102 055,6 en 2022 à 66.766,5 en 2023. Par ailleurs, les dépenses touristiques des Béninois au Niger se sont effondrées, passant de 4.366,4 millions de FCFA en 2022 à 924,1 millions de FCFA en 2023, soit une baisse de 78,8%.

Les évolutions enregistrées en 2023 se sont accentuées en 2024. En effet, les exportations officielles et informelles du Bénin à destination du Niger ont régressé de 43,3% et 5,3% en 2024 pour s'afficher respectivement à 5.054,6 millions et 15026,4 millions. S'agissant des importations en provenance du Niger, leurs flux informels ont chuté de 7,4%, passant de 9.807,6 millions à 9079,8 millions en 2024, nonobstant une légère amélioration des échanges formels (+2296,6 millions).

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2024

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation	Valeurs (en millions)		Variation	Part relative (en %)	
	2023	2024	(%)	2023	2024	(%)	2023	2024
PRODUITS DU COTON	487 975,3	609 907,9	25,0	349 858,4	393 374,6	12,4	54,7	57,4
Fibres de coton	243 852,0	268 559,1	10,1	312 742,5	319 297,8	2,1	48,9	46,6
Graines de Coton	153 217,5	266 489,3	73,9	23 255,0	63 570,4	173,4	3,6	9,3
Tourteaux de coton	89 135,2	74 859,6	-16,0	12 446,4	10 506,4	-15,6	1,9	1,5
Huile de coton	1 770,6	0,0	-100,0	1 414,5	0,0	-100,0	0,2	0,0
PROD. DU PALMIER	5 605,3	10 494,7	87,2	2 215,9	3 837,2	73,2	0,3	0,6
Huile de palme	5 050,9	10 272,3	103,4	2 076,3	3 716,7	79,0	0,3	0,5
Huile de palmiste	554,4	222,4	0,0	139,6	120,5	0,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
PRODUITS DU SOJA	313 918,7	421 690,5	34,3	88 701,1	118 080,9	33,1	13,9	17,2
Fèves de soja	177 582,3	211 135,7	18,9	60 117,6	57 445,5	-4,4	9,4	8,4
Tourteau de soja	136 336,4	210 554,8	54,4	28 583,5	60 635,4	112,1	4,5	8,8
PROD. DE L'ANACARDE	136 922,1	28 659,9	-79,1	68 116,9	29 063,2	-57,3	10,7	4,2
PROD. DU KARITE	552,5	187,0	-66,2	7 046,4	46 942,4	566,2	1,1	6,8
PROD. DE L'ANANAS	13 391,7	14 271,6	6,6	3 381,0	3 189,3	-5,7	0,5	0,5
AUTRES PRODUITS <i>dont</i>	752 455,0	888 439,2	18,1	287 356,7	288 316,5	0,3	44,9	42,1
Riz	10 622,6	28 897,7	172,0	1 997,7	5 784,8	189,6	0,3	0,8
Tabacs et cigarettes	0,2	0,0	0,0	0,3	2,3	0,0	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	1 041,6	276,0	-73,5	416,8	139,3	-66,6	0,1	0,0
Boissons	4 292,8	4 221,0	-1,7	1 482,9	1 579,9	6,5	0,2	0,2
Bois et ouvrages en bois	65 223,2	55 412,0	-15,0	13 194,6	9 212,4	-30,2	2,1	1,3
Produits pétroliers	39 694,5	40 177,0	1,2	24 733,0	23 584,8	-4,6	3,9	3,4
Métaux précieux	3,5	6,7	0,0	3 543,9	6 731,0	89,9	0,6	1,0
Fer fonte et acier	53 518,8	46 799,4	-12,6	28 196,6	23 714,9	-15,9	4,4	3,5
TOTAL (statistiques officielles)	1 246 035,5	1 508 841,9	21,1	639 431,0	685 528,3	7,2	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2025)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Produits du coton	319 250,8	400 603,6	349 858,4	349 858,4	393 374,6
Produits du palmier	3 314,5	1 587,7	2 215,9	2 215,9	3 837,2
Autres produits	163 225,7	166 788,7	287 356,7	287 356,7	288 316,5
Total statistiques officielles	485 791,0	568 980,0	639 431,0	639 431,0	685 528,3
Ajustement de champ	1 234 696,7	1 450 901,4	1 756 595,6	1 817 612,8	1 754 702,6
<i>dont réexportation</i>	684 058,9	844 156,1	1 166 600,9	1 206 642,4	1 089 693,6
Exportations totales ajustées	1 720 487,8	2 019 881,4	2 396 026,6	2 457 043,8	2 440 231,0

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2022	2023	2024	2023	2024
	Valeur (en millions)			Part relative (%)	
ASIE	410 127,8	480 242,0	459,347.3	75,1	67,0
Chine	34 567,6	33 666,6	28,132.6	5,3	4,1
Taïwan	47,3	903,6	2.7	0,1	0,0
Vietnam	13 715,2	10 755,3	5,104.5	1,7	0,7
Pakistan	23 331,8	46 357,1	46,168.9	7,2	6,7
Indonésie	2 556,2	570,1	148.7	0,1	0,0
Bangladesh	253 051,8	237 482,0	291,473.5	37,1	42,5
Thaïlande	10,1	767,2	693.7	0,1	0,1
Inde	67 180,6	98 536,8	52,673.4	15,4	7,7
Malaisie	2 220,6	8 823,4	10,483.7	1,4	1,5
Singapour	10,5	1 599,4	634.8	0,3	0,1
Autres	13 436,1	40 780,4	23,830.8	6,4	3,5
EUROPE	33 264,4	29 795,1	73,252.2	4,7	10,7
Union Européenne	24 850,4	27 456,4	69,669.0	4,3	10,2
Belgique	3 092,5	3 455,2	4,464.2	0,5	0,7
France	4 194,0	3 570,3	7,144.7	0,6	1,0
Allemagne	1 355,5	1 766,5	1,110.8	0,3	0,2
Espagne	418,5	1 044,2	2,147.9	0,2	0,3
Portugal	1 509,5	605,3	3,272.1	0,1	0,5
Pays bas	2 761,0	7 739,1	2,787.4	1,2	0,4
Italie	2 444,3	1 945,8	4,693.7	0,3	0,7
Danemark	6 904,6	6 155,1	41,603.4	1,0	6,1
Autres	2 170,6	1 174,8	2,444.8	0,2	0,4
Non Union Européenne	8 414,0	2 338,7	3,583.2	0,4	0,5
Norvège	27,6	0,0	1.6	0,0	0,0
Suisse	296,7	2 147,1	140.0	0,3	0,0
Autres	8 089,8	191,7	3,441.5	0,0	0,5
AFRIQUE	114 617,6	122 038,7	112,637.5	19,1	16,4
UEMOA	48 776,4	59 297,5	49,868.2	9,3	7,3
Burkina	6 123,8	3 401,3	11,694.9	0,5	1,7
Côte d'Ivoire	7 198,9	8 071,1	5,710.4	1,3	0,8
Mali	4 987,0	2 834,6	7,637.9	0,4	1,1
Niger	7 651,6	6 765,9	3,297.4	1,1	0,5
Sénégal	912,7	3 283,6	3,051.8	0,5	0,4
Togo	21 902,2	34 941,1	18,475.6	5,5	2,7
NON UEMOA	65 841,2	62 741,2	62,769.3	9,8	9,2
Ghana	1 144,6	827,8	2,040.7	0,1	0,3
Nigeria	8 973,7	9 726,8	20,587.6	1,5	3,0
Tchad	17 458,1	22 314,5	21,456.9	3,5	3,1
Afrique du Sud	1 946,4	3 196,5	2,866.1	0,5	0,4
Gabon	161,3	197,4	5,069.4	0,0	0,7
Autres	36 157,0	26 478,2	10,748.7	4,1	1,6
AMERIQUE	2 026,7	7 354,0	40,289.6	1,2	5,9
USA	1 488,2	6 470,3	36,307.6	1,0	5,3
Canada	145,8	668,0	3,526.3	0,1	0,5
Brésil	49,4	24,1	173.0	0,0	0,0
Colombie	0,0	2,0	0.1	0,0	0,0
Autres	343,3	189,6	282.6	0,0	0,0
Non classés ailleurs	25,0	1,2	1.7	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	560 061,6	639 431,0	685 528,3	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2025)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2022	2023	2024	2023	2024
	Valeur (en millions)			Part relative (%)	
ASIE	410,127.8	480,242.0	459 347,3	19,5	18,8
Chine	34,567.6	33,666.6	28 132,6	1,4	1,2
Taiwan	47.3	903.6	2,7	0,0	0,0
Vietnam	13,715.2	10,755.3	5 104,5	0,4	0,2
Pakistan	23,331.8	46,357.1	46 168,9	1,9	1,9
Indonésie	2,556.2	570.1	148,7	0,0	0,0
Bangladesh	253,051.8	237,482.0	291 473,5	9,7	11,9
Thaïlande	10.1	767.2	693,7	0,0	0,0
Inde	67,180.6	98,536.8	52 673,4	4,0	2,2
Malaisie	2,220.6	8,823.4	10 483,7	0,4	0,4
Singapour	10.5	1,599.4	634,8	0,1	0,0
Autres	13,436.1	40,780.4	23 830,8	1,7	1,0
EUROPE	33,264.4	29,795.1	73 252,2	1,2	3,0
Union Européenne	24,850.4	27,456.4	69 669,0	1,1	2,9
Belgique	3,092.5	3,455.2	4 464,2	0,1	0,2
France	4,194.0	3,570.3	7 144,7	0,1	0,3
Allemagne	1,355.5	1,766.5	1 110,8	0,1	0,0
Espagne	418.5	1,044.2	2 147,9	0,0	0,1
Portugal	1,509.5	605.3	3 272,1	0,0	0,1
Pays bas	2,761.0	7,739.1	2 787,4	0,3	0,1
Italie	2,444.3	1,945.8	4 693,7	0,1	0,2
Danemark	6,904.6	6,155.1	41 603,4	0,3	1,7
Autres	2,170.6	1,174.8	2 444,8	0,0	0,1
Non Union Européenne	8,414.0	2,338.7	3 583,2	0,1	0,1
Norvège	27.6	0.0	1,6	0,0	0,0
Suisse	296.7	2,147.1	140,0	0,1	0,0
Autres	8,089.8	191.7	3 441,5	0,0	0,1
AFRIQUE	1,870,583.5	1,939,651.3	1 867 339,9	78,9	76,5
UEMOA	127,066.0	114,636.4	86 775,1	4,7	3,6
Burkina	8,198.6	6,878.7	12 023,5	0,3	0,5
Côte d'Ivoire	10,797.0	11,627.1	11 169,5	0,5	0,5
Mali	46,369.1	21,763.8	10 553,1	0,9	0,4
Niger	27,098.7	24,780.6	20 081,0	1,0	0,8
Sénégal	956.4	3,883.4	2 480,1	0,2	0,1
Togo	33,588.2	45,655.4	30 344,4	1,9	1,2
NON UEMOA	1,743,517.5	1,825,014.8	1 780 564,8	74,3	73,0
Ghana	1,144.6	827.8	2 040,7	0,0	0,1
Nigeria	1,686,650.1	1,772,000.5	1 738 383,2	72,1	71,2
Gabon	17,458.1	22,314.5	21 456,9	0,9	0,9
Tchad	1,946.4	3,196.5	2 866,1	0,1	0,1
Afrique du Sud	161.3	197.4	5 069,4	0,0	0,2
Autres	36,157.0	26,478.2	10 748,7	1,1	0,4
AMERIQUE	2,026.7	7,354.0	40 289,6	0,3	1,7
USA	1,488.2	6,470.3	36 307,6	0,3	1,5
Canada	145.8	668.0	3 526,3	0,0	0,1
Brésil	49.4	24.1	173,0	0,0	0,0
Colombie	0.0	2.0	0,1	0,0	0,0
Autres	343.3	189.6	282,6	0,0	0,0
Non classés ailleurs	654.7	1.5	1,9	0,0	0,0
TOTAL	2,316,657.2	2,457,043.8	2 440 230,9	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2025)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2024

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions)

Postes	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	470 274,9	630 056,3	684 339,1	736 980,7	661 714,4
Autres biens de consommation	177 044,8	204 237,4	275 182,0	256 976,2	249 514,8
Biens intermédiaires	240 156,9	310 799,8	505 002,9	430 022,5	403 155,4
Produits énergétiques	284 573,1	279 252,7	445 216,8	404 836,9	374 962,8
Biens d'équipement	268 183,7	397 157,7	398 348,0	572 204,9	455 238,7
Autres biens non classés ailleurs	65 315,2	85 804,8	72 022,6	76 631,6	74 809,5
Total statistiques officielles	1 505 548,7	1 907 308,8	2 380 111,3	2 477 652,8	2 219 395,7
Ajustement de champ	2 041 732,1	648 109,7	680 659,4	708 239,0	712 400,0
Commerce non enregistré	2 041 732,1	648 109,7	680 659,4	708 239,0	712 400,0
IMPORTATIONS TOTALES CAF	2 041 732,1	2 555 418,5	3 060 770,7	3 185 891,7	2 931 795,7
PIB à prix courants	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2	13 025 901,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	22,7	26,0	28,2	26,7	22,5

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions		Variation (%)	Part en 2024 (%)
	2023	2024		2023	2024		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 389 711,9	2 596 300,1	8,6	736 980,7	661 714,4	-10,2	29,8
Céréales	1 603 803,4	2 006 754,6	25,1	419 754,2	461 149,9	9,9	20,8
dont Riz	1 488 365,8	1 838 310,6	23,5	396 224,8	430 091,8	8,5	19,4
Sucres et sucreries	104 422,6	122 762,8	17,6	20 780,3	30 841,9	48,4	1,4
Boissons et tabacs	42 800,0	39 971,6	-6,6	13 424,6	15 553,9	15,9	0,7
Autres produits alimentaires	638 685,9	426 811,2	-33,2	283 021,6	154 168,7	-45,5	6,9
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	377 768,3	369 558,8	-2,2	256 976,2	249 514,8	-2,9	11,2
BIENS INTERMEDIAIRES	829 582,2	770 196,6	-7,2	430 022,5	403 155,4	-6,2	18,2
Produits chimiques	483 720,8	392 146,1	-18,9	208 414,8	214 501,2	2,9	9,7
Coton et articles en coton	13 172,8	11 432,1	-13,2	15 354,0	11 963,9	-22,1	0,5
Autres biens intermédiaires	332 688,7	366 618,4	10,2	206 253,7	176 690,3	-14,3	8,0
PRODUITS ENERGETIQUES	848 535,5	883 346,5	4,1	404 836,9	374 962,8	-7,4	16,9
Produits pétroliers	688 903,3	741 195,0	7,6	317 417,7	297 341,0	-6,3	13,4
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	72 087,1	65 426,9	-9,2	2,9
Autres produits énergétiques	159 632,2	142 151,6	-11,0	15 332,0	12 194,9	-20,5	0,5
BIENS D'EQUIPEMENT	265 099,1	192 868,0	-27,2	572 204,9	455 238,7	-20,4	20,5
Machines et appareils	90 868,8	92 977,6	2,3	407 077,2	354 678,1	-12,9	16,0
Matériels de transport	192 941,6	99 890,4	-48,2	165 127,7	100 560,5	-39,1	4,5
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	825 663,0	1 125 523,6	36,3	76 631,6	74 809,5	-2,4	3,4
TOTAL (statistiques off. CAF)	5 555 071,3	5 937 793,7	6,9	2 477 652,8	2 219 395,7	-10,4	100,0

Source : INStaD (Septembre 2025)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (officielles + non contrôlées)

Régions	2022	2023	2024	2023	2024
	Valeur (en millions)			Part relative (%)	
ASIE	1 253 013,5	1 149 722,0	925 824,0	36,1	31,6
Chine	338 931,6	351 261,0	271 532,9	11,0	9,3
Taïwan	17 650,7	19 505,0	2 050,5	0,6	0,1
Vietnam	7 953,7	1 264,9	2 643,4	0,0	0,1
Pakistan	21 021,8	11 409,1	24 823,4	0,4	0,8
Indonésie	11 442,4	37 409,0	6 081,5	1,2	0,2
Bangladesh	593,6	14,4	29,7	0,0	0,0
Thaïlande	93 143,6	29 381,1	51 391,6	0,9	1,8
Inde	367 675,9	409 850,4	389 363,3	12,9	13,3
Malaisie	26 182,5	60 692,0	7 869,7	1,9	0,3
Singapour	14 626,7	29 878,0	18 232,8	0,9	0,6
Autres	353 791,0	199 057,2	151 805,2	6,2	5,2
EUROPE	630 577,4	707 308,5	615 079,7	22,2	21,0
Union Européenne	548 842,6	598 188,8	466 244,2	18,8	15,9
Belgique	83 590,1	92 483,6	72 229,9	2,9	2,5
France	188 223,6	206 776,0	198 285,8	6,5	6,8
Allemagne	32 400,6	28 518,1	38 629,8	0,9	1,3
Espagne	61 979,2	56 337,2	32 665,4	1,8	1,1
Portugal	3 000,1	6 135,3	3 677,1	0,2	0,1
Pays bas	54 723,4	31 939,3	19 403,6	1,0	0,7
Italie	30 118,9	28 759,3	22 655,7	0,9	0,8
Danemark	13 938,2	14 343,0	4 325,0	0,5	0,1
Autres	80 868,4	132 896,9	74 371,8	4,2	2,5
Non Union Européenne	81 734,8	109 119,7	148 835,5	3,4	5,1
Norvège	5 290,2	12 839,7	2 606,6	0,4	0,1
Suisse	41 912,9	45 268,5	41 680,4	1,4	1,4
Autres	34 531,8	51 011,5	104 548,6	1,6	3,6
AFRIQUE	1 034 652,2	1 167 904,1	1 217 739,5	36,7	41,5
UEMOA	206 305,1	198 280,7	266 897,1	6,2	9,1
Burkina	10 561,8	9 437,4	7 980,9	0,3	0,3
Côte d'Ivoire	40 292,7	43 898,1	81 228,1	1,4	2,8
Mali	13 454,8	11 651,5	12 038,6	0,4	0,4
Niger	19 622,1	14 140,0	15 708,8	0,4	0,5
Sénégal	18 142,0	20 792,4	19 042,6	0,7	0,6
Togo	104 230,1	98 349,8	130 887,4	3,1	4,5
NON UEMOA	828 347,1	969 623,4	950 842,4	30,4	32,4
Ghana	27 234,3	38 676,2	49 921,2	1,2	1,7
Nigeria	693 705,2	808 501,4	808 331,2	25,4	27,6
Gabon	87,6	34,5	53,3	0,0	0,0
Tchad	142,7	4 702,8	7 033,3	0,1	0,2
Afrique du Sud	12 323,0	57,8	46,3	0,0	0,0
Autres	94 854,2	117 650,8	85 457,0	3,7	2,9
AMERIQUE	141 647,5	159 995,2	169 913,5	5,0	5,8
USA	102 647,3	124 815,9	108 089,9	3,9	3,7
Canada	5 036,6	5 345,3	22 779,0	0,2	0,8
Brésil	23 683,9	22 934,5	30 721,5	0,7	1,0
Colombie	95,6	26,1	9,3	0,0	0,0
Autres	10 184,1	6 873,4	8 313,8	0,2	0,3
Non classés ailleurs	880,1	962,0	3 238,8	0,0	0,1
TOTAL	3 060 770,7	3 185 891,7	2 931 795,6	100,0	100,0

Sources : INStad-BCEAO (Septembre 2025)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2024

(en millions)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	3 034 693,8	244 578,8	1 480 415,0	4 759 687,6
Investissements directs	128 807,9	78 355,3	190 421,5	397 584,7
Investissements de portefeuille	2 447 435,4	849,5	1 776,0	2 450 060,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	556 532,5	165 374,0	990 346,6	1 712 253,1
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	77 482,6	162 324,7	8 162,0	247 969,4
Prêts	462 133,0	437,6	108 273,5	570 844,0
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	13 680,9	2 611,7	873 911,1	890 203,7
Autres comptes à payer/à recevoir	3 236,0	0,0	0,0	3 236,0
Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0	0,0
Or monétaire	-98 082,0	0,0	297 870,9	199 788,9
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	165 378,2	165 378,2
Autres avoirs de réserve	0,0	0,0	22 347,7	22 347,7
Stocks de passifs financiers	2 404 452,9	1 635 099,5	6 650 235,1	10 689 787,5
Investissements directs	529 346,5	675 928,0	1 647 899,3	2 853 173,8
Investissements de portefeuille	1 099 191,2	158,2	1 378 738,4	2 478 087,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	775 915,2	959 013,3	3 650 867,4	5 385 795,9
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	111 809,8	48 012,0	205 684,7	365 506,5
Prêts	479 838,7	889 375,4	3 298 965,4	4 668 179,5
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	56 916,9	21 598,0	-3 373,3	75 141,6
Autres comptes à payer/à recevoir	127 349,8	28,0	3 222,4	130 600,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	146 368,2	146 368,2
Position extérieure globale nette (A) - (B)	630 240,9	-1 390 520,7	-5 169 820,1	-5 930 099,9

Source : BCEAO (Octobre 2025)

Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin

(en millions)

	2021	2022	2023				2024				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Administrations publiques	4 290 881,1	5 138 040,9	5 022 797,2	5 506 799,6	5 609 193,5	5 772 782,4	5 959 084,3	5 506 799,6	5 710 735,4	5 774 715,9	100,0	63,7
Court terme	0,0	17 000,0	19 451,0	24 864,0	45 080,0	23 701,0	20 692,0	24 864,0	15 802,6	14 190,0	0,2	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	17 000,0	19 451,0	24 951,0	45 080,0	23 701,0	20 692,0	18 600,5	15 802,6	14 190,0	0,2	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	-87,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Long terme	4 290 881,1	5 121 040,9	5 003 346,2	5 481 935,6	5 564 113,5	5 749 081,4	5 938 392,3	5 481 935,6	5 694 932,9	5 760 525,9	99,8	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	1 608 172,9	2 147 594,9	1 644 704,3	1 653 190,4	1 647 823,4	2 241 043,2	1 662 122,9	1 709 714,3	1 773 379,8	2 457 461,6	42,6	
Prêts	2 682 708,2	2 973 446,0	430 443,2	3 828 745,2	3 916 290,1	3 508 038,2	4 276 269,4	3 820 608,7	3 921 553,1	3 303 064,3	57,2	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	2 928 198,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Banque centrale	557 257,9	548 966,6	478 164,4	424 734,4	381 350,3	293 986,6	356 815,8	424 734,4	301 569,1	217 658,6	100,0	2,4
Court terme	412 911,9	402 820,8	307 189,7	259 525,7	219 634,6	151 793,2	195 337,4	259 525,7	106 967,2	71 290,4	32,8	
Numéraire et dépôts	79 569,0	62 592,0	42 823,0	52 378,1	61 563,4	53 918,1	37 307,4	35 276,8	22 471,3	9 608,4	4,4	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	333 342,9	340 228,8	264 366,7	207 147,5	158 071,2	97 875,1	158 030,1	107 228,8	84 496,0	61 682,0	28,3	
Long terme	144 346,0	146 145,8	170 974,8	165 208,8	161 715,8	142 193,5	161 478,3	165 208,8	194 601,8	146 368,2	67,2	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	144 346,0	146 145,8	144 288,8	142 781,4	144 784,9	142 193,5	142 790,8	143 148,2	141 312,7	146 368,2	67,2	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	26 686,0	22 427,4	16 930,9	0,0	18 687,5	7 690,4	53 289,1	0,0	0,0	
Institutions de dépôts, à l'exclusion de la banque centrale	347 520,0	359 150,0	335 115,0	326 987,0	338 447,0	350 525,0	392 139,0	326 987,0	625 565,0	683 758,0	100,0	7,5

	2021	2022	2023				2024				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Court terme	290 632,0	292 352,0	262 932,0	266 997,0	286 769,0	284 115,0	318 493,0	266 997,0	505 971,0	585 292,0	85,6	
Numéraire et dépôts	184 116,0	181 847,0	196 996,0	193 897,0	193 637,0	205 288,0	223 211,0	238 602,0	259 822,0	300 729,0	44,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	106 474,0	95 911,0	55 555,0	62 827,0	78 656,0	70 750,0	87 160,0	152 788,0	176 853,0	219 789,0	32,1	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	42,0	14 594,0	10 381,0	10 273,0	14 476,0	8 077,0	8 122,0	4 552,0	69 296,0	64 774,0	9,5	
Long terme	56 888,0	66 798,0	72 183,0	59 990,0	51 678,0	66 410,0	73 646,0	59 990,0	119 594,0	98 466,0	14,4	
Numéraire et dépôts	37 662,0	51 049,0	54 146,0	44 570,0	36 419,0	47 840,0	45 024,0	43 769,0	100 802,0	54 575,0	8,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	19 226,0	15 741,0	18 011,0	15 413,0	15 259,0	18 563,0	28 615,0	32 255,0	18 785,0	43 884,0	6,4	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	8,0	26,0	7,0	0,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	0,0	
Autres secteurs	351 521,5	410 988,5	633 049,3	603 989,5	630 414,2	528 964,4	627 836,8	603 989,5	688 832,2	583 373,8	100,0	6,4
Court terme	164 277,0	214 143,7	156 324,1	157 324,1	197 624,1	225 080,2	187 118,0	157 324,1	172 978,7	173 216,6	29,7	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	6 800,0	6 800,0	6 800,0	0,0	6 800,0	6 800,0	6 800,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	1 843,8	1 843,8	1 843,8	0,0	1 953,4	2 074,8	2 237,2	876,0	0,2	
Prêts	132 328,8	117 731,4	97 286,2	97 286,2	97 286,2	120 180,1	98 434,8	99 707,2	101 440,0	125 851,5	21,6	
Crédits commerciaux et avances	31 567,1	94 861,3	49 661,4	50 661,4	90 961,4	102 673,1	79 175,8	79 158,7	61 715,8	43 415,5	7,4	
Autres passifs sous forme de dette	381,0	1 551,0	732,7	732,7	732,7	2 227,0	754,1	754,1	785,8	3 073,6	0,5	
Long terme	187 244,6	196 844,8	476 725,2	446 665,4	432 790,1	303 884,2	440 718,8	446 665,4	515 853,4	410 157,3	70,3	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	1,970,3	1,970,3	1,970,3	0,0	2 234,9	2 528,0	2 920,2	1 494,0	0,3	
Prêts	165 533,0	162 541,3	424,672,8	394,613,0	380,737,7	269,404,0	388 534,3	431 947,4	463 268,4	375 873,6	64,4	
Crédits commerciaux et avances	20 727,8	32 269,9	48 584,6	48 584,6	48 584,6	32 127,6	48 504,9	48 416,6	48 298,5	31 726,1	5,4	
Autres passifs sous forme de dette	983,7	2 033,6	1 497,5	1 497,5	1 497,5	2 352,6	1 444,7	1 444,7	1 366,4	1 063,6	0,2	
Investissements directs : prêts interentreprises	1 214 367,6	1 405 633,9	1 404 051,8	1 455 159,0	1 502 574,7	1 656 556,2	1 568 623,4	1 455 159,0	1 642 651,1	1 800 556,1	100,0	19,9
Passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs	1 173 530,0	1 338 059,9	1 400 180,6	1 451 287,8	1 498 703,5	1 565 263,7	1 564 752,2	1 596 418,4	1 638 779,9	1 713 123,4	95,1	

	2021	2022	2023				2024				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Passifs sous forme de dette des investisseurs directs envers les entreprises d'investissement direct	3 009,0	198,6	0,0	0,0	0,0	66 044,0	0,0	0,0	0,0	66 044,0	3,7	
Passifs sous forme de dette entre entreprises sœurs	37 828,6	67 375,4	3 871,2	3 871,2	3 871,2	25 248,5	3 871,2	3 871,2	3 871,2	21 388,7	1,2	
Encours de la dette extérieure brute	6 761 548,2	7 862 779,9	7 873 177,8	8 317 669,5	8 461 979,7	8 602 814,6	8 904 499,3	8 317 669,5	8 969 352,7	9 060 062,5		
PIB	9 809 694,0	10 854 508,1				11 934 896,2				13 025 901,0		
Dette intérieure de l'Administration publique	813 845,1	705 317,1				875 050,7				-2 471 651,6		
Encours de la dette extérieure en % du PIB	68,9	72,4				72,1				69,6		
Encours de la dette publique extérieure en % du PIB	43,7	52,4				50,8				44,3		
Encours de la dette publique intérieure en % du PIB	8,3	6,5				7,3				-19,0		

Source : BCEAO (Octobre 2025) ** Moyenne sur la période 2020-2025



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int